

LE COURRIER

L'ESSENTIEL, AUTREMENT.

WWW.LECOURRIER.CH

N°103 | 159^e année | CHF 3.00

DROITS LGBTQIA+ EN AFRIQUE

Havre précaire à Lagos



Un événement underground drag durant la Lagos Pride en 2024. KEYSTONE

5 ENTRETIEN G7
Philippe Poutou, «construire la **résistance** globale»



JPDS

9 Dans un pays encore profondément conservateur où ces populations restent durement réprimées, la capitale économique et culturelle du Nigeria offre des espaces de liberté aux personnes LGBTQIA+ par le biais d'une scène artistique et culturelle très vivante. Reportage.

4 LAUSANNE
Reportage à **Prélaz**, quartier ébranlé il y a un an par des heurts avec la police.

éditorial
RODERIC MOUNIR
LE SERVICE CIVIL, GARANT DE COHÉSION

3

C'est un objet de votation occulté par la «Suisse à 10 millions», mais il n'en est pas moins important. Le 14 juin, les citoyen·nes suisses se prononceront sur la modification de la loi fédérale sur le service civil. La réforme vise à restreindre l'accès à cette option jugée trop attractive par le Conseil fédéral et la majorité de droite du parlement. Toute régression sur un acquis est un mauvais signal. Mesurons d'abord le chemin parcouru. Il fut un temps où les refus de servir se classaient entre «vrais» objecteurs (pour motifs éthique ou religieux) et «réfractaires», avec des peines de prison plus ou moins longues à effectuer. Lorsqu'un service civil fut adopté, en 1996, apporter la preuve de son conflit de conscience et consentir à un service civil une fois et demie plus long que la période concernée par le refus devait suffire. Pourtant, les offensives de la droite pour affaiblir le service civil se sont multipliées. Les défenseur·es de ce dernier mettent en avant ses apports indispensables, sa contribution à la cohésion sociale et à la sécurité par des moyens non militaires. Contre la perte de lien entre les générations, pour le renforcement (et la mixité) des tâches de soin aux personnes, la préservation de l'agriculture, ou encore la lutte contre le réchauffement climatique: ces tâches sont accomplies avec dévouement et, parfois, suscitent des vocations. Les témoignages réunis dans l'article que nous

publions le montrent: plus on fréquente l'armée, moins on y trouve de sens – à moins d'être inconditionnel de la chose militaire, cela va de soi. Ainsi, le nombre de civilistes n'a cessé de croître, avec un record de 7211 admissions en 2025 (+6,1% par rapport à 2024). Plus d'un tiers des demandes ont été déposées après l'école de recrues (ER). Un point très irritant pour les partisans de l'armée, qui attendent un retour sur investissement. Car les 18 à 21 semaines de dure l'ER coûtent cher à la collectivité. Or, si l'on met de côté des acquis très orientés, voire masculinistes, comme la capacité à commander, on peine à voir quelles sont les compétences qui ne s'acquièrent pas dans les univers associatif, sportif, culturel ou professionnel – tels que l'esprit d'équipe, la résistance au stress, la constitution d'un réseau ou le brassage des origines. C'est qu'en vérité, ces raisons ont toujours été secondaires et le sont plus que jamais. Ce que l'armée inculque d'abord, c'est la soumission aux ordres, la discipline comme vertu cardinale, la perpétuation d'un credo vieux comme les cimetières: «Si tu veux la paix, prépare la guerre.» A l'heure où celle-ci est dépeinte comme une perspective inévitable par les tenants d'un ordre injuste et prédateur, le service civil reste cette modeste et précieuse alternative, qu'il faut à tout prix protéger et même développer. I

7 SUISSE
Le parlement favorable à un rétropédalage sur la **pesée** en vrac des fruits et légumes.

8 COLOMBIE
Le candidat d'**extrême droite** vire en tête avant un second tour qui s'annonce très serré.





REGARD DIRECT

Tensions au Kenya contre l’ouverture d’un centre Ebola étasunien

A l’aide de barricades de pneus enflammés, des centaines de manifestant-es ont bloqué hier la base militaire de Laikipia, au Kenya, refusant l’installation d’un centre de quarantaine de 50 lits destiné aux citoyen-nes étasunien-nes exposé-es au virus Ebola en République démocratique du Congo (RDC). Ce projet donne aux Kényan-es le sentiment que leur pays sert de «décharge» sanitaire. La contestation populaire intervient deux jours après le gel du projet par la justice kényane, saisie

par des ONG invoquant la fragilité du système de santé national face à la souche Bundibugyo qui sévit en RDC et en Ouganda voisins. Malgré une promesse d’aide étasunienne de 13,5 millions de dollars, la mobilisation persiste. Face au refus de la foule de se disperser, la confrontation avec la police a donné lieu hier à des affrontements violents et à des tirs de sommation.

CO-AGENCES/KEYSTONE-A. KASUKU

AGORA

Diviser, détourner l’attention, encaisser

Suisse ► Derrière la rhétorique anti-immigration de l’UDC se cache une puissante logique de spéculation immobilière. Regard sur les contradictions d’un parti qui se pose en défenseur du peuple tout en servant les intérêts des grands propriétaires fonciers.

FEDERICO FRANCHINI*

Derrière l’initiative de l’UDC se cache la vieille astuce habituelle: agiter le spectre de l’étranger tout en servant les intérêts de ceux qui possèdent déjà tout.

Dans la commune [tessinoise] où je vis, les discours anti-étrangers ont toujours été tenus par les mêmes qui, par pure spéculation, ont vendu les terrains sur lesquels d’autres membres de leur cercle ont construit les immeubles où se sont allés s’installer les mêmes étrangers qui les dérangent tant.

Dans le canton où je vis, un entrepreneur qui voulait sa part du gâteau dans les marchés publics a monté un mouvement politique xénophobe. Pourtant, son entreprise employait des ouvriers étrangers, ses lupanars regorgeaient de prostituées et de clients étrangers, et ses propres narines étaient pleines de poudre blanche étrangère, vendue par des étrangers.

Dans l’Etat où je vis, un milliardaire urbain a transformé un petit parti paysan en la plus grande force politique du pays, en jouant sur le sentiment anti-étrangers. Dans le même temps, ce milliardaire est devenu milliardaire en grande partie grâce à des opérations financières transfrontalières. Ce fut le cas lorsqu’il a racheté le capital d’un géant industriel valaisan, l’a restructuré et vidé de sa substance en aspirant ses dividendes, pour ensuite revendre le tout à des intérêts étrangers. Il a laissé derrière lui un désert de l’emploi, mais s’est bien rempli les poches.

Aujourd’hui, nous y revoilà, avec ce double discours incohérent. L’UDC, le parti de ce même

milliardaire, a lancé une énième initiative xénophobe. Le scénario de base, imprégné de racisme, reste inchangé: attaquer l’étranger, limiter ses droits et dénoncer une présence massive et incontrôlée qui met en danger notre «sacrée identité helvétique».

Aujourd’hui, ce refrain éculé avance masqué. Les nouveaux Schwarzenbach préfèrent insister sur les difficultés des Suisses à se loger, à se déplacer ou à trouver un emploi. Même les questions écologiques, comme l’urbanisation galopante et la perte d’espaces verts, trouvent de manière inattendue grâce à leurs yeux. Une conversion surprenante pour un parti qui, au parlement, est en réalité en première ligne pour représenter les intérêts des élites tant décriées: les grands actionnaires, les promoteurs immobiliers, les multinationales.

Malgré le folklore des hallebardes et le discours populiste, l’UDC a en effet toujours voté contre les salaires minimums, les transports publics, les énergies renouvelables, la biodiversité et les loyers modérés. Des positions qui reflètent fidèlement ses liens avec les grands groupes d’intérêts économiques. Selon les données de Lobbywatch, l’UDC est aujourd’hui le premier parti des lobbies patronaux et économiques, devançant le PLR dans des secteurs tels que les banques, les assurances, l’industrie, la construction, les transports et l’immobilier.

C’est précisément le secteur immobilier qui révèle les acrobaties rhétoriques de ces grands illusionnistes de la politique. La pénurie de logements et les loyers trop élevés seraient, nous dit-on, la faute de l’immigration. Or, ce sont les rendements immobiliers, le droit du bail et toute une série de règles dictées par les grands propriétaires – dont les intérêts sont représentés par les députés de l’UDC – qui fixent la réalité les loyers.

L’ancien président national du parti, le conseiller aux Etats tessinois Marco Chiesa, parle de «loyers hors de contrôle» alors qu’il pré-

sida la section tessinoise de l’Association des propriétaires fonciers et dirige une société dont le but est précisément de défendre les intérêts des bailleurs.

On observe la même dynamique dans d’autres cantons. A Zurich, où le président des propriétaires fonciers est le conseiller national UDC Gregor Rutz, plus de 6000 personnes ont perdu leur logement ces dernières années en raison de la démolition d’immeubles, les loyers ayant doublé après reconstruction. Sur les rives de la Limmat, le plus grand propriétaire immobilier privé est le milliardaire germano-suisse Henning Conle, grand bailleur de fonds du parti d’extrême droite allemand AfD et proche de l’UDC locale.

Au niveau national, le principal propriétaire immobilier est le groupe d’assurances Swiss Life, qui contrôle près de 40 000 appartements et continue de bétonner dans toute la Suisse. Le président de son conseil d’administration, fort d’un salaire de 1,2 million de francs par an, n’est autre que Rolf Dörig, un ancien PLR passé à l’UDC en 2023. Il est aujourd’hui l’un des grands défenseurs de l’initiative qui désigne les étrangers comme uniques responsables du chaos du logement.

Au Tessin, l’éditrice du journal pro-Lega *Il Mattino della Domenica* est active dans six sociétés immobilières. Son mari, qui dirige le journal pro-UDC *Il Paese*, est lui aussi promoteur immobilier: sa société gère et loue plus de 1000 biens lui appartenant, principalement dans des immeubles locatifs.

C’est ainsi que cela fonctionne, dans la commune, dans le canton, dans l’Etat où je vis: ceux qui spéculent sur le sol, bétonnent et vous écrasent sous le poids des loyers sont les mêmes qui se posent en défenseurs du peuple et vous désignent l’étranger comme ennemi. L’astuce est aussi vieille que la démagogie: diviser, détourner l’attention, et encaisser la mise.

* Journaliste tessinois. Article publié en italien sur <https://naufraghi.ch/dividi-distrai-incassa/>

AGORA

La cohésion plutôt que les boucs émissaires

Votations ► Face à l’initiative «Pas de Suisse à 10 millions», Amnesty International Suisse démonte la mécanique politique consistant à détourner les frustrations sociales vers des boucs émissaires. L’organisation alerte sur l’érosion de l’Etat de droit et plaide pour de vraies réponses structurelles et solidaires.

NADIA BOEHLEN*

Quand se loger devient plus difficile, que les transports sont saturés et que les infrastructures sont sous pression, nous attendons des réponses concrètes, efficaces et équitables. C’est précisément parce que ces préoccupations sont légitimes qu’il faut se méfier des fausses solutions qui déplacent le débat et fragilisent ce qui nous protège.

Le 14 juin prochain, nous devons nous prononcer sur l’initiative «Pas de Suisse à 10 millions», selon un scénario désormais bien rodé. D’abord, un diagnostic anxiogène: «trop de monde», «trop de pression». Ensuite, une promesse simple: reprendre le contrôle. Et enfin, une solution politiquement rentable, qui donne l’illusion d’agir tout en évitant soigneusement les causes réelles des problèmes. Faire d’un plafond démographique une solution relève du raccourci. Les causes profondes des tensions restent largement absentes du débat – et cette initiative n’y répond pas.

La manœuvre, elle, n’a rien d’innocent. Elle s’inscrit dans une mécanique désormais bien connue – typique des dynamiques autoritaires contemporaines: partir de frustrations légitimes – sur les salaires, le logement et les services publics – pour les rediriger vers des boucs émissaires. Les étranger·ères aujourd’hui, d’autres demain. Pendant ce temps, les causes structurelles des tensions restent hors champ.

Cette mécanique a un coût. A force d’attaquer, initiative après initiative, les engagements internationaux, la non-discrimination ou la protection offerte par des instruments comme la Convention européenne des droits de l’homme (CEDH), on affaiblit progressivement les fondations de l’Etat de droit. On instille l’idée que les droits fondamentaux deviennent variables – dépendants du contexte, du moment, voire de l’origine des personnes concernées.

Dans le cas de l’initiative «Pas de Suisse à 10 millions», ces glissements prennent une forme très concrète. Elle ouvre la voie à des mesures incompatibles avec les engagements internationaux de la Suisse: remise en cause du principe de non-refoulement, restriction du droit à la vie de famille, durcissements en matière d’asile et de regroupement familial, voire dénonciation de traités fondamentaux comme la CEDH ou la Convention de Genève relative aux réfugiés. Autrement dit, derrière un objectif prétendument démographique se profile une redéfinition des droits fondamentaux, conditionnés à un seuil de population.

Cette initiative n’est pas isolée: elle s’inscrit dans une succession d’objets similaires, qui saaturent le débat public sans répondre aux problèmes de fond. On vote aujourd’hui sur «10 millions». Et d’autres projets émergent déjà, comme l’initiative sur la protection des frontières. Ce qui est en jeu, ce n’est donc pas seulement un texte, mais une trajectoire – et la manière dont elle reconfigure progressivement notre cadre démocratique.

Reconnaître les tensions liées à la croissance démographique ne signifie pas céder aux raccourcis. Cela suppose au contraire d’agir sur leurs causes: investir dans le logement, planifier les infrastructures, garantir des conditions de travail dignes. Autant de réponses qui ne peuvent se construire au détriment des plus vulnérables.

Le 14 juin, il ne s’agit pas de nier les défis, mais de faire un choix décisif: celui de réponses simplistes qui divisent et érodent, peu à peu, ce qui nous protège – ou celui de solutions durables, fondées sur les principes qui structurent notre Etat de droit.

* Porte-parole d’Amnesty International Suisse et auteure.

Ces soldats romands ne regrettent pas leur choix d'avoir quitté l'armée pour devenir civilistes

L'ATTRAIT DU SERVICE CIVIL



LENA WÜRGLER

Défense ► En 2025, 7211 personnes ont été admises au service civil. Un record historique. Face à ce succès, le Parlement fédéral a décidé à l'automne d'en durcir les règles d'accès, via une réforme de la loi sur le service civil, soumise au peuple le 14 juin. Le but déclaré: freiner la baisse des effectifs de l'armée et de la protection civile.

Si la réforme vise tous les aspects, elle cible surtout un groupe particulier: les soldats qui ont déjà effectué une partie de leur service militaire et, donc, ont coûté de l'argent à l'armée. En 2025, 44,6% des personnes ayant rejoint le service civil l'ont fait soit pendant (11,2%) soit après leur école de recrues (33,4%), selon les statistiques de l'Office fédéral du service civil.

Les partisans de la réforme y voient «une faiblesse majeure de la législation actuelle» et un «gaspillage de ressources publiques». Les départs après l'école de recrues sont en effet «particulièrement préjudiciables à l'armée», relève une étude indépendante de 2024 du bureau Interface, mandatée par la Confédération. Elle estime leur coût à environ 70 millions de francs par an. Mais pourquoi ces départs tardifs? Témoignages de cinq anciennes recrues.

1 Pourquoi le service militaire?

Des civilistes interrogés, aucun n'était particulièrement attiré par le service militaire au moment du recrutement. Si Baptiste*, 28 ans, a choisi cette option «pour rencontrer du monde» et pour «le défi physique que cela représente», d'autres s'y sont engagés par défaut, ou à condition d'obtenir une affectation précise.

«J'ai fait l'armée parce que je n'avais rien d'autre à l'époque et parce que mon bataillon était plutôt tranquille», indique Sébastien*, 29 ans. «Pour moi, c'était soit je faisais la fonction que je souhaitais, soit je partais directement vers le service civil», raconte pour sa part Milan, 27 ans. Nicolas, lui, n'a pas eu le choix. Son recrutement, il l'a effectué il y a 27 ans (aujourd'hui, il est âgé de 45 ans), quand les règles d'admission au service civil étaient plus strictes qu'aujourd'hui. «A l'époque, il n'était pas vraiment concevable de faire autre chose que l'armée ou la protection civile.»

La donne a changé en 2009, avec la réforme du service civil: il n'est depuis plus nécessaire qu'une commission atteste de l'existence d'un véritable conflit de conscience. Le simple fait d'accepter un service civil 1,5 fois plus long est considéré comme une «preuve par l'acte».



Près de la moitié des personnes ayant rejoint le service civil en 2025 l'ont fait pendant ou après leur école de recrues. KEYSTONE

L'impact de la réforme est immédiat: les admissions au service civil passent de 1600 en 2008 à 6720 en 2009.

2 Les causes du départ?

Les témoins disent aussi avoir progressivement développé un certain malaise face à la culture militaire. «Au moment du recrutement, vers 18-20 ans, j'étais encore très formaté en mode armée. Mais ensuite, j'ai évolué et j'acceptais de moins en moins l'esprit militaire, les ordres qui ne font aucun sens», explique Milan.

Pour David, le déclin est arrivé après avoir gradé, à l'heure d'effectuer son «paiement de galons» (période de formation pratique où un aspirant sous-officier ou officier exerce son nouveau grade, ndlr). «Quand j'ai reçu mon ordre de marche,

«Je ne me voyais pas passer trois semaines par année à me bourrer la gueule jusqu'à mes 30 ans» David*

j'avais perdu toute motivation. J'ai compris que plein de choses ne me convenaient plus: des ordres parfois injustes, des moqueries, des propos rabaisants...» Baptiste évoque quant à lui «un univers très conservateur», une sorte «d'entre-soi toxique». L'étude Interface confirme que le style de commandement, le ton employé et la discipline exigée, parfois jugée peu crédible, comptent parmi les motifs récurrents de départ.

Autre motif fréquent: l'obligation de grader. Si Nicolas a accepté de devenir sergent, c'est parce qu'il n'avait pas d'autres plans et «pour gagner un peu d'argent». «Mais j'ai vite compris qu'être chef ne correspondait pas à ma personnalité, d'autant lorsqu'il s'agissait de donner des ordres bêtes et inutiles.» Pour ce Neuchâtelois, la

vie personnelle a aussi pesé. Jeune père, il supportait mal les absences prolongées passées à l'autre bout de la Suisse pour les cours de répétition: «J'avais besoin d'être proche de ma famille et de pouvoir rentrer le soir.» Nicolas a été admis au service civil à 32 ans, en 2009, juste après la réforme.

3 Le moment décisif du choix?

Si tous nos témoins ont supporté, voire apprécié, l'école de recrues, la plupart ont déchanté durant les cours de répétition. A leurs dires, seuls les premiers jours étaient vraiment consacrés à la révision des bases. Le reste à des exercices de remplissage. «On vous fait courir à un endroit et finalement il ne se passe rien, alors il faut recourir dans l'autre sens, juste pour nous occuper», illustre Nicolas.

Sébastien, de son côté, a terminé sa formation de sous-officier, mais n'a jamais mis les pieds à un cours de répétition. «D'après les échos que j'avais, ce n'était pas intéressant. Ça m'embêtait de devoir dire à un employeur que je devais partir un mois par année pour ça.»

Baptiste, lui, a apprécié son premier cours de répétition, où il a retrouvé «une ambiance de colonie de vacances». Mais lors du deuxième, il a été réaffecté dans un bunker, où le temps a ralenti. «Il y avait un sentiment de morosité assez pesant. Le plus souvent, les gens étaient sur leur téléphone ou buvaient des bières. Dans ma caserne, certains pratiquaient le «rouge-douche», qui consiste à siffler des bouteilles de vin sous la douche, raconte ce sportif de 28 ans. Personnellement, j'aime bien boire l'apéro. Mais je ne me voyais pas passer trois semaines par année à me bourrer la gueule jusqu'à mes 30 ans.»

Consommation d'alcool quotidienne, ennui, exercices sans intérêt: les mêmes reproches reviennent régulièrement à l'encontre des cours de répétition. Sur les 3214 soldats qui ont opté pour le service civil après le recrutement, 75% l'ont fait après avoir terminé l'école de recrues (25% pendant).

4 Les avantages du service civil?

En face, le service civil semble avoir fait l'unanimité. «Comparé à l'armée, le service civil est très attractif: il est plus souple, ce sont des horaires de bureau, on peut rentrer à la maison le soir», résume Milan. L'étude d'Interface arrive à la même conclusion: flexibilité, meilleure conciliation avec la vie privée et utilité sont les trois motifs «qui expliquent pourquoi le service civil est préféré au service militaire».

Affecté auprès de mineurs en difficulté, Sébastien s'est même découvert une vocation. «Ma mission m'a tellement plu que j'ai demandé de rester dans l'institution après mes sept mois de service civil», raconte cet employé de commerce, reconverti en éducateur depuis maintenant six ans. «Quitter l'armée a été l'une des meilleures décisions de ma vie!»

David partage cet enthousiasme: «Je me sens tellement plus utile au service civil!» certifie cet employé de commerce, affecté dans différentes institutions sociales. Pourtant, son départ lui a beaucoup coûté. Tout juste gradé, il lui restait un solde important de jours de service militaire à effectuer. Multiplié par 1,5, cela représentait 426 jours (14 mois) de service civil. «Malgré tout, je n'ai aucun regret! Je suis hypercontent d'avoir fait ce choix», assure le jeune homme.

L'étude d'Interface confirme que les regrets sont rares parmi les civilistes. Ainsi, 85% d'entre eux affirment qu'ils feraient à nouveau le même choix. Même: près de la moitié d'entre eux «seraient passés au service civil même si celui-ci avait duré trois fois plus longtemps».

ESH MÉDIAS

*Prénom d'emprunt

DES POINTS POSITIFS À L'ARMÉE

Entre la camaraderie et les gestes qui sauvent, l'école de recrues a laissé de bons souvenirs à ceux qui se sont rabattus sur le service civil.

Même s'ils se montrent critiques vis-à-vis du service militaire, aucun de nos témoins ne regrette d'avoir fait l'école de recrues. «Egoïstement, j'ai appris plein de choses, comme des techniques de sauvetage, et je me suis fait de bons potes», admet volontiers Milan*, intégré à un bataillon de

spécialistes de montagne. «Mais du point de vue de l'utilité, je me suis senti mille fois plus utile au service civil.»

Même son de cloche pour David*, intégré aux troupes sanitaires. «J'y ai appris énormément de choses, dont des gestes qui peuvent sauver des vies. C'était le point fort de l'armée.» Nicolas* indique aussi que, pour lui, «l'armée n'a pas été totalement négative: j'y ai passé de bons moments, j'en garde de bons souvenirs», note ce père de famille de 45 ans. «C'est

par exemple enrichissant de rencontrer des gens d'univers totalement différents.»

La camaraderie, le dépassement de soi et l'apprentissage de compétences sont souvent cités parmi les avantages clés du service militaire obligatoire. Devenu sergent, Sébastien* a aussi trouvé «intéressant d'instruire et de mener un groupe». Mais malgré cela, il a fini par tourner en rond. «J'avais fait le tour. Après dix mois, j'avais eu ma dose.» **LW**

*Prénom d'emprunt

Tué par une trottinette électrique

Lausanne ► Un piéton de 79 ans est décédé vendredi à Lausanne après avoir été percuté par une trottinette électrique. Il est décédé en soirée au CHUV. Son conducteur était suivi par la police au moment de l'accident.

Cet homme de 53 ans avait été repéré par une patrouille de la brigade cycliste de la police lausannoise alors qu'il circulait dans une zone piétonne. Les policiers lui ont demandé, sans succès, de s'arrêter, avant de la suivre à distance. L'accident s'est produit peu après à la rue Pichard, en plein centre-ville, a rapporté hier le Ministère public vaudois. **ATS**

Vidéo accablante pour une porcherie

Maltraitance animale ► Une vidéo de maltraitances animales dans une porcherie de la Broye vaudoise a été diffusée hier par l'Observatoire du spécisme. Le collectif annonce qu'une dénonciation pénale va être déposée, tandis que l'Etat de Vaud ouvre une procédure.

L'objectif de cette procédure consiste à «vérifier les circonstances de la prise des images, établir avec certitude le lieu concerné et identifier les personnes responsables de

ces agissements», indique le vétérinaire cantonal, Giovanni Peduto.

Les images montrent notamment une truie frappée à coups de pelle ou un porcelet tué en étant projeté violemment contre le sol. D'autres manipulations brutales sont visibles dans la vidéo, où des cadavres d'animaux gisent au milieu des vivants.

Les images montrent aussi un système «où les truies sont enfermées dans des cages d'insémination artificielle et soumises à des gros-

esses à répétition, à grand renfort de traitements hormonaux», souligne encore l'Observatoire du spécisme, qui précise que les images datent de cette année.

La Direction générale de l'agriculture, de la viticulture et des affaires vétérinaires (DGAV) condamne «avec la plus grande fermeté» les actes montrés dans cette vidéo. Si ces faits sont confirmés, elle prendra «toutes les mesures administratives relevant de ses compé-

tences et dénoncera les infractions pénalement», affirme le vétérinaire cantonal.

Les défenseurs de la cause animale soulignent que l'élevage incriminé appartient à la même famille qui avait déjà créé la polémique, en 2016 et 2017, pour des maltraitances dans des porcheries vaudoises.

A l'époque, le Conseil d'Etat avait pris diverses mesures, entre dénonciations pénales et sanctions administratives. **ATS**

Ebranlé en 2025 par le trafic de drogue et la mort de Marvin, le quartier a dessiné son avenir. Reportage

A Prélaz, avancer sans oublier

GEOFFROY BRÄNDLIN

Lausanne ► «La Suisse mène 4-0 en demi-finale des championnats du monde de hockey!» Il est 17h et un groupe d'une dizaine de personnes discute devant l'église Saint-Marc à Lausanne. Le quartier est en fête depuis jeudi et, ce samedi, des stands de nourriture de multiples pays sont installés devant le lieu de culte protestant. Le petit groupe sera bientôt rejoint par un peu plus d'une vingtaine d'habitants. Surtout des femmes. Viennent-ils se sustenter? Non, débattre.

Nous sommes à Prélaz. Durant l'été 2025, ce quartier multiculturel de l'Ouest lausannois est devenu soudainement et tristement connu à la mort du jeune Marvin, 17 ans, poursuivi par des policiers. Des heurts avec les forces de l'ordre avaient alors secoué ses rues deux soirs d'affilée.



«Ces échanges étaient extrêmement réjouissants»

Thomas Tedesco

Cette même année, à peine quelques centaines de mètres au sud, le trafic de drogue battait son plein autour du numéro 85 de la rue de Genève. Violences, consommation de drogues devant les fenêtres des habitations, entrées par effraction, seringues abandonnées dans la cour d'une crèche avaient rendu fous les habitants. Sans qu'aucun lien ne les relie, les deux crises ont éprouvé un quartier dont certains habitants se disaient abandonnés par les autorités.

Depuis, des réunions, un coup de filet policier et des discussions ont apaisé certaines tensions, mais des blessures et des demandes subsistent. C'est notamment pour cette raison que le centre socioculturel a organisé un débat avec les habitants à l'occasion des dix ans de la structure.

Jeunes en marge

«Ils pourront échanger sur trois thématiques: la jeunesse, la précarité et le vivre-ensemble», explique Marie Leuba. Elle est l'une des coordinatrices socioculturelles qui modérera l'échange. Des habitants se sont égale-



Une fresque en hommage à Marvin a été inaugurée dans les locaux du centre culturel. GEOFFROY BRÄNDLIN

ment dévoués comme traducteurs. Pour l'arabe, le somalien, le turc et l'espagnol. L'objectif est clair: tout le monde doit pouvoir exprimer son point de vue, qu'il soit critique ou non.

Et justement, des doléances ne vont pas tarder à tomber. A peine arrivée à la table – la plus prisée – consacrée à la jeunesse, une mère afrodescendante dégaîne. «J'habite le quartier depuis une vingtaine d'années et aujourd'hui la situation est alarmante, dangereuse. Beaucoup de jeunes sont déscolarisés et sont livrés à eux-mêmes lorsque leurs parents travaillent. Hier, je n'ai pas pu rentrer chez moi parce que des policiers menottaient des jeunes», lance-t-elle.

Des troubles psychiques, des problèmes judiciaires, des incivilités causées par des jeunes d'autres quartiers, mais aussi la peur de la police et l'incapacité de dialoguer avec elle sont également cités en cascade avant que la coordinatrice socioculturelle Lucie Ravel n'interrompe la liste des plaintes... faute de temps.

Des élus attentifs

«Qu'est-ce que vous voudriez pour améliorer la situation?» questionne Lucie Ravel énergiquement. «Peut-être un accompagnement pour que les jeunes trouvent des formations et la séparation des jeunes de 12 et 25 ans qui se côtoient actuellement lors de

l'accueil libre», répond notamment une voix.

A la table d'à côté, Idil Dahir rêve de «sports de combat pour apaiser les esprits» en plus des sessions football déjà organisées. «C'était une bonne chose d'installer des barres de street workout à Chauderon, ça occupe les adolescents et les jeunes adultes», ajoute-t-elle au municipal David Payot assis sagement à côté d'elle, un carnet de notes et un stylo en main. «Merci, mais certaines personnes nous reprochent qu'elles ne soient occupées que par des jeunes hommes», répond-il avec un petit sourire. Habitante de la rue de Genève, Idil est satisfaite du calme retrouvé à la suite de l'évacuation du numéro 85, mais dé-

plore que «de trop nombreuses personnes avec des problèmes psychiques cohabitent dans le même quartier».

Plusieurs élus assistent discrètement à l'événement. Le municipal David Payot, chargé de la Direction enfance, jeunesse et quartiers, mais aussi Franziska Meinherz, conseillère communale du groupe Ensemble à gauche et candidate malheureuse à la municipalité en mars dernier. Pourquoi être venue? «J'habite à cinq minutes d'ici et je voulais écouter les besoins d'habitants qui ne se sentent pas assez écoutés. Etre présent permet de cibler nos efforts et d'éviter que nos revendications ne restent trop en surface.»

Les demandes de la population ne resteront-elles donc pas vaines? Si David Payot promet une action plus ajustée, le défenseur des habitants de la rue de Genève Thomas Tedesco préfère rester prudent. «Ces échanges étaient extrêmement réjouissants. Mais les différents acteurs devront se souvenir des priorités fixées par les habitants. Les craintes financières et les envies institutionnelles ne doivent pas les éclipser. Nous avons tout pour bien faire: l'envie d'entreprendre des habitants, un quartier où les gens vivent plutôt que de seulement y travailler. Exploitions maintenant le potentiel.» LA LIBERTÉ

LE QUARTIER NE VEUT PAS OUBLIER MARVIN, ADOLESCENT TUÉ

A la suite du débat, une fresque en hommage à Marvin a été inaugurée dans les locaux occupés par le centre culturel. Sur un mur, les bâtiments des jardins de Prélaz sont représentés à côté d'un grand «Sourire aux lèvres j'fais comme M.» Vesa, une des amies de l'adolescent, a participé à sa conception. «Avec d'autres proches, nous voulions laisser une trace de son existence

et de notre amitié. Nous avions pensé à peindre son visage en grand, mais les animatrices nous l'ont déconseillé pour éviter d'ébranler les personnes qui n'auraient pas été au bout de leur deuil», raconte la jeune femme de 18 ans.

«Le processus a duré plusieurs semaines. Nous avons notamment présenté des images et des souvenirs qui nous liaient

à Marvin, puis un artiste a peint et tagué avec nous la fresque.» Elle et ses amis auraient été très entourés par les animateurs du centre et par la famille du défunt après le drame. Une action bénéfique, mais qui n'a pas effacé leur rancœur envers la police. «Les garçons insultent les agents qu'ils croisent. Nous n'avons jamais eu de discussions avec eux.» GB

Philippe Poutou, ancien candidat du Nouveau Parti anticapitaliste français à l’élection présidentielle, a défendu à Genève une résistance internationale contre le «fascisme et l’impérialisme»

«Faut-il interdire le G7?»

PROPOS RECUEILLIS PAR
LAURA MORALES VEGA

Sommet ► L’ancien candidat à l’élection présidentielle française pour le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) Philippe Poutou était hier de passage à Genève. Il a pris la parole dans la soirée, aux côtés de militant·es issu·es de la coalition No G7, lors d’un meeting organisé par Solidarités au sein de l’Université ouvrière de Genève. Sous l’intitulé «Construire la résistance contre le G7 et son monde», la conférence était l’occasion d’échanger autour d’un projet de «résistance globale face au fascisme et à l’impérialisme».

Philippe Poutou, qui est désormais libraire à Bordeaux, a accordé en amont une interview au *Courrier*. Un échange axé sur l’actualité des mouvements contestataires et leurs défis.

Pourquoi, selon vous, faut-il opposer «une résistance au G7 et à son monde», pour reprendre le nom de la conférence?
Philippe Poutou: Le monde capitaliste a toujours été violent, bien qu’il nous semble de plus en plus brutal. C’est un système qui implique notamment des guerres, dans lesquelles ce sont les peuples qui trinquent, comme c’est le cas à Gaza, au Soudan ou en Ukraine. Il en découle également des mécanismes de domination et d’écrasement des minorités.

Dans ce climat de peur, ce qui nous effraye, ce sont les sept brigands qui vont se réunir prochainement à Evian. Evidemment, une manifestation ne va pas perturber leurs repas. Mais cela permet d’exprimer sa colère et de dessiner des perspectives différentes.

Les mouvements altermondialistes peinent à mobiliser aujourd’hui, contrairement à ce qui était le cas au début du siècle, comme en 2003 à Genève. Comment l’expliquez-vous?
En vingt ans, la force du mouvement contestataire a diminué, en conséquence de la crise. Il y a davantage de précarité et de misère, ce qui d’un point de vue pratique réduit les moyens de résistance et donc fragilise les



Pour Philippe Poutou, «tôt ou tard, la misère donnera l’impulsion d’un changement». JEAN-PATRICK DI SILVESTRO

mobilisations collectives. C’est paradoxal, parce que les sources de colère se multiplient, elles.

Aujourd’hui, il faut mettre en place une plus grande confiance. En cela, les préparatifs de la manifestation du 14 juin à Genève, en opposition au G7, permettent de construire et de consolider des structures et de créer des liens.

Au final, c’est ce qui caractérise le mouvement social: ne jamais rien lâcher.

D’un autre côté, vous considérez que la situation internationale est critique.
C’est un constat face à un ordre mondial totalement déstabilisé, où tout est possible. La guerre de reconquête de Vladimir Poutine et les vellétés de Donald Trump au Venezuela et au Groenland en sont des preuves. Les dominants craignent des révoltes

populaires et durcissent donc leur emprise.

Quelle serait alors la recette pour mobiliser davantage?

Si nous connaissons la formule, les choses seraient bien différentes. Alors qu’il y a toutes les raisons de se révolter – et je ne parle pas seulement de deux ou

trois vitrines cassées, mais d’un changement sociétal drastique visant à abattre le système capitaliste –, il n’y a pas assez de forces aujourd’hui. Mais tôt ou

UN FRONT UNIQUE

Le 28 juin se tiendra la conférence nationale du NPA. Le parti anticapitaliste décidera alors de présenter ou non un·e candidat·e à l’élection présidentielle française de 2027. La montée en puissance du parti d’extrême droite Rassemblement national divise les rangs de la gauche radicale sur la question. «Nous avons toujours fait le choix de présenter quelqu’un, car c’est un moyen de visibiliser les luttes, souligne Philippe Poutou. Désormais, pour la première fois, l’extrême droite peut l’emporter. Alors la question se pose de savoir comment nous pouvons servir au mieux la cause antifasciste.» L’ancien candidat préconise des «discussions fraternelles» au sein d’un front unique combatif où il serait possible de «mettre les choses à plat», en

référence notamment à un éventuel ralliement à la candidature de Jean-Luc Mélenchon. En effet, Philippe Poutou ne cache pas ses divergences avec certains discours du leader de La France insoumise (LFI). La référence à une «Nouvelle France», désormais récurrente dans les propos de Jean-Luc Mélenchon, fait réagir. «C’est un terme qui est utilisé pour définir un pays multiracial, mais qui a une histoire très réactionnaire. Nous nous questionnons sur ce que représente réellement cette vision: est-ce que la ‘Nouvelle France’ est décoloniale? Reconnaît-elle l’autonomie du peuple kanak?» Pour le militant, une alliance ne saurait échapper à un bilan général.

LMV

tard, la misère donnera l’impulsion d’un changement. La question est de savoir comment s’organiser.

Il est nécessaire de travailler ensemble et de lier les luttes féministes, antifascistes et LGBT par exemple. En interne, dans la gauche radicale, nous avons des adversaires bien identifiés, mais nous devons encore combattre nos divisions [lire ci-dessous].

Lors de vos campagnes présidentielles en France, vous avez su vous positionner face à des profils davantage implantés dans le paysage médiatique. Comment se faire entendre quand on est «petit»?
Alors que tout est mis en place pour nous faire taire, il faut porter notre colère. Les discussions actuelles sur la manifestation No G7 sont l’illustration parfaite de cette inversion des rôles qui est menée dans les discours. Les contestataires deviennent les perturbateurs alors que ce sont les dirigeants qui font preuve de violence, derrière leur vitrine hypocrite; que ce soit Giorgia Meloni en Italie avec ses politiques hostiles envers les minorités de genre ou Donald Trump qui fait la guerre à tout le monde.

«Alors que tout est mis en place pour nous faire taire, il faut porter notre colère»

Philippe Poutou

Face à la criminalisation du mouvement social, il faut saisir la moindre occasion d’expliquer les enjeux derrière les luttes militantes et de vulgariser les mécanismes qui nous divisent et nous oppressent. Il y a un grand travail de propagande qui est nécessaire.

Au final, la vraie question qui devrait se poser est: faut-il interdire le G7?

Manifesterez-vous à Genève le 14 juin?
S’il y a la gratuité des transports d’ici là (*rires*)! I

HONDURAS
SOIRÉE SUR LA RÉPRESSION
Ce soir, les Brigades de paix internationales organisent une soirée sur la répression des défenseur·euses de l’environnement au Honduras. Le film *Agua es vida* sera projeté en présence de son réalisateur. Il porte sur la lutte de Berta Caceres, militante tuée en 2016. Participeront au débat qui suivra Roxanne Altholz, experte indépendante, et Camilo Bermudez, conseil juridique de l’organisation autochtone COPINH. **CKR**
Ce soir à 18h30 à Fonction Cinéma (rue du Général-Dufour 16).

Pas de contre-sommet à Annemasse

G7 ► Les No G7 français avaient laissé entendre la semaine dernière qu’il n’y aurait pas de contre-sommet à Annemasse (F) sans village alternatif en Suisse. Malgré une autorisation de la préfecture, ils ont confirmé hier y renoncer, dénonçant des conditions pas adaptées.

Dans un communiqué, le collectif parle d’«exigences irréalistes imposées par la préfecture» de Haute-Savoie. Celle-ci avait autorisé jeudi dernier un contre-sommet les 13 et 14 juin, à condition que «toutes les garanties de sécurité» soient honorées.

La coalition demandait elle la réquisition d’un terrain, comme au

moment du sommet du G8 de 2003, et un village en Suisse pour canaliser les flux. Aucune de ces deux requêtes n’est atteinte.

Les exigences de la préfecture aboutiraient à des coûts d’assurance exorbitants pour les organisateurs. Ceux-ci devraient aussi recourir à des organismes de sécurité civile qu’ils affirment avoir été déjà réquisitionnés par la préfète. Soit «une entrave au droit démocratique de manifester», dit encore le collectif.

Les militants, qui souhaitent protester contre le sommet des chefs d’Etat et de gouvernement prévu du 15 au 17 juin à Evian (F), lui re-

prochent un manque de «concertation» et une interdiction qui ne dit pas son nom.

En revanche, les activistes saluent la collaboration de la Mairie d’Annemasse. Mais ils déplorent les conditions de travail des employés municipaux actifs dans les préparatifs.

Ils réfléchissent à la possibilité d’une manifestation le 13 ou le 14 juin. Accusant les responsables politiques en France comme en Suisse de «surenchère sécuritaire», ils annoncent également déjà que les menaces de troubles à l’ordre public seront à attribuer seulement aux autorités françaises. **ATS**

CONFÉRENCE ISRAËL, JUIFS ET SIONISME, UN DIALOGUE DE SOURDS?

Les mots sionisme, Israël et Juif·ves ne sont pas compris de la même façon, selon qu’on se trouve en Israël, dans le monde arabe ou en Occident, estime Malek El-Khoury. De ce décalage naît-il un dialogue de sourds? C’est cette question que Malek El-Khoury propose d’explorer jeudi, lors d’une conférence à l’ICAM. Président du Swiss Business Council Lebanon, Malek El-Khoury organise régulièrement des séminaires sur le monde arabe et musulman. Il a donné des conférences sur la situation politique au Proche- et au Moyen-Orient. Il a participé à différents groupes actifs dans la résolution de conflits. **MOP**
Je 4 juin à 18h30 à l’ICAM-L’Olivier, 5 rue de Fribourg, Genève. icamge.ch

Soutien aux élu-es novices

Vaud ► Le canton de Vaud propose quatre journées d'accueil destinées aux conseillères et conseillers municipaux-les élu-es lors des dernières élections communales et qui vont effectuer leur premier mandat. Le canton entend ainsi offrir une première orientation à ces nouveaux membres d'exécutifs communaux, favoriser les échanges avec l'administration cantonale et renforcer le partenariat entre le canton et les communes.

«Accéder à l'exécutif d'une commune représente une

responsabilité importante et exige une compréhension fine des missions, compétences et cadres légaux qui structurent l'action municipale», a expliqué hier l'Etat de Vaud dans un communiqué.

Les quatre sessions auront lieu en septembre et octobre prochains. Des représentants de l'administration cantonale et des élu-es y évoqueront des thèmes comme le fonctionnement d'une municipalité, les questions juridiques ou encore les finances communales. **ATS**

LAUSANNE

BUDGET PARTICIPATIF

Lausanne lance la 7^e édition de son budget participatif. Jusqu'au 3 janvier, toutes les personnes qui habitent dans la capitale vaudoise peuvent proposer un projet pour leur quartier. Une enveloppe totale de 200 000 francs sera mise à disposition pour soutenir ces projets. Les projets peuvent être déposés jusqu'au 3 janvier 2027 sur la plateforme Lausanne participe. **ATS**

participer.lausanne.ch

Huit ans requis contre Jaussi

Procès S3 ► Le Ministère public a requis hier matin huit ans de prison ferme contre Pascal Jaussi, le fondateur de la société S3 jugé devant le Tribunal pénal et économique du canton de Fribourg, pour une faillite ayant laissé un découvert de 31,6 millions de francs. Les deux procureurs se sont attelés à le présenter comme un homme ayant manipulé de nombreuses personnes dans le but de mettre en œuvre un projet jugé irréaliste.

Pour le procureur général, Raphaël Bourquin, Pascal Jaussi ne peut bénéficier d'aucune circonstance atténuante. L'accusé a abusé de la confiance de ses partenaires, clients, collaborateurs et investisseurs. «Cette affaire n'est pas celle d'un rêve devenu trop grand, mais celle d'une frontière franchie: la frontière entre convaincre et tromper.»

Sur le plan financier, les procureurs accusent M. Jaussi d'une «fuite en avant pour

retarder l'inévitable». Lorsque son projet spatial, très ambitieux, commençait à battre de l'aile, l'accusé a continué à attirer de l'argent, notamment via la vente à des privés de billets pour des vols «zéro gravité», qui n'ont finalement jamais eu lieu.

La défense a indiqué que les plaidoiries dureraient environ dix heures. Celles-ci ont commencé hier après-midi et devraient se terminer aujourd'hui. **ATS**

Spécialisés dans le pavage, Roland Verboux et ses employés tapissent de pierres l'emblématique place du Marché de Vevey. Une pratique qui conjugue esthétique et durabilité. Reportage

Gardiens d'un savoir-faire ancestral

L'ÉVÉNEMENT

SONYA MERMOUD

Artisanat ► Place du Marché à Vevey. Le cliquetis aigu et répété des marteaux sur la pierre résonne sans relâche dans une cadence régulière et hypnotique. Sous un ciel capricieux hésitant entre soleil et grisaille, balayé par de fréquentes rafales de vent, quatre travailleurs courbés ou en position accroupie s'appliquent à la tâche. Mains protégées par des gants, ils apposent et frappent des pavés de différentes tailles tapissant joliment le sol. Sens des proportions et bonne représentation spatiale guident leur action. Parmi eux, Roland Verboux. Bien qu'il soit le patron de l'Artisan paveur, l'entreprise mandatée pour réaliser le revêtement de la place veveysane en pleine transformation, l'homme met aussi la main à la pâte. «Nous avons démarré l'ouvrage il y a deux jours et demi, le 11 mai. C'est un chantier de quelque 9000 mètres carrés que nous réaliserons en deux temps. Un peu plus de la moitié jusqu'en octobre et le reste l'an prochain. Des ouvriers supplémentaires viendront renforcer l'équipe», explique le responsable de 67 ans, précisant que l'interruption des travaux d'ores et déjà programmée doit permettre la tenue de différentes manifestations se déroulant traditionnellement sur la place.

Le geste évocateur d'un automatisme rôdé par des décennies de pratique, attentif à respecter le niveau tracé au cordeau, le professionnel poursuit son activité, tout en détaillant les différents types de pavés utilisés dans le domaine. Alors que, curieux, des passants s'arrêtent derrière les grilles entourant le site pour observer l' ancestrale pratique.

Des pavés de 8 à 25 kilos «Il s'agit de pavés de pierre, du grès en l'occurrence, provenant de Suisse alémanique. C'est pour ça qu'on aime taper dessus. Mais parfois les coups finissent sur nos doigts. Aussi faut-il qu'ils soient solides pour exercer ce métier», blague Roland Verboux, plaisantant à tire-larigot et



Roland Verboux, patron de l'entreprise mandatée, utilise une dame à main afin de garantir une surface parfaitement plane. OLIVIER VOGELSANG

contraint, bruit et vent obligent, de répéter souvent les réponses aux questions posées. Pas de quoi l'interrompre dans son travail ou l'agacer. Bonne humeur et efficacité l'escortent. «La commune a choisi les modèles. Elle a opté pour de gros formats, trois différents, les plus chers du monde après l'or, prisés en raison de leur esthétique. Leur poids varie de 8 à 25 kilos. Les petits carrés, par comparaison, pèsent pour leur part 1,5 kilo», ajoute l'entrepreneur, tout en précisant qu'il existe aussi des pavés en béton. «Mais seuls ceux qui ne savent pas poser les autres les utilisent», rigole Roland Verboux, recourant toutefois lui aussi à la demande à ce genre de revêtement, même s'il ne l'apprécie guère. «Les pavés en béton se révèlent tous identiques. C'est moche. Les 90% des clients privés leur préfèrent la pierre.» Quant aux joints entre les blocs, ils peuvent être soit en mortier – un monticule en arrière-plan attend son usage – soit en sable.

A Vevey, l'équipe va employer les deux techniques. Mais pour le tronçon en cours, la première solution est favorisée. «Cette zone est conçue pour les personnes en situation de handicap. Elle doit être parfaitement plate.»

Durabilité garantie

Tout à sa tâche, Roland Verboux vante la durabilité des pavés et jure qu'ils sont inusables et réutilisables. Pour preuve? Des ouvrages des Romains qui ont traversé les siècles. «Il faut seulement de temps à autre remettre du sable. Mais pas le mortier. Trump peut atterrir sur les lieux avec son Boeing et Poutine organiser sa parade comme sur la place Rouge. Ça ne va pas bouger», image le patron qui, questionné sur les pièges que peuvent représenter les pavés pour les talons aiguilles, tire en corner. «Peu de femmes en portent. Et puis, tout dépend de la manière de travailler.» Mandatée aussi bien par des communes que par des

particuliers, l'entreprise, ouverte en 2002, tourne en tout cas à plein régime. «Même durant la pandémie de Covid, nous n'avons pas arrêté.»

«Il faut être passionné pour devenir paveur»

Momo

Changement d'outil. Roland Verboux s'est maintenant saisi d'une lourde dame à main. Et, suivant les lignes déjà réalisées, frappe les pierres pour les tasser et s'assurer qu'elles présentent une hauteur identique. «Je veille à ce qu'elles s'égalisent bien entre elles, corrigeant les imperfections, les irrégularités de surface», ajoute l'entrepreneur, avançant avec une systématique digne d'un métronome. Et une force qu'il attribue au travail régulier de ses muscles. «J'ai un dos en béton», assure le sexa-

gétaire, tout en soulignant que la tâche, lorsque les pavés reposent sur des lits de sable ou de gravier, est alors effectuée avec une plaque vibrante. Et l'artisan de noter valoriser volontiers le gravier. «La raison? Les fourmis. Elles volent souvent le sable.»

Le fouet en moins...

A ses côtés, ajustant un pavé, Pitch intervient dans la discussion. Casquette vissée sur la tête ombrageant un visage buriné par le grand air, le manuel trouve son métier attractif. «Ce qui me plaît? Travailler avec un matériau naturel.» L'ouvrier apprécie surtout les réalisations comportant des dessins. «Nous avons par exemple créé une balance avec un serpent, une rose des vents, des armoiries, etc.», s'enthousiasme l'artisan de bientôt 58 ans, actif dans le domaine depuis trois décennies. Sensible à l'aspect esthétique, Pitch confie encore sa préférence pour les types de pose en arc ou queue de pan. Et souligne

aussi l'ancienneté de la pratique. «Notre profession n'a pas changé au cours des siècles. Elle est pareille à celle des paveurs du temps des Romains, mais sans le fouet.» Reste que le job s'avère dur physiquement. «En particulier le pavage de cette zone. En raison du poids des pierres, on ne peut pas ici utiliser de tabourets à un pied, semblables aux chaises à traite», note le quinquagénaire, confiant souffrir de fortes douleurs dorsales. Quant au salaire, le travailleur, soumis à la convention nationale de la construction, le juge correct. Une rémunération qui serait même légèrement supérieure à l'accord conclu, selon son collègue qui se fait appeler Momo. Si le ressortissant français de 52 ans se réjouit que son dos tienne le coup, il se plaint, lui, de ses genoux «quasi foutus, en compote».

Manque de relève

«Un problème récurrent dans la profession. C'est un boulot de dingue, mais je l'aime quand même. Il faut, dans tous les cas, être passionné pour devenir paveur», affirme l'ouvrier, poussant une brouette chargée de pierres. Le natif de Chamoni x a été initié à la profession à l'âge de 15 ans et demi par des Italiens, dans le cadre d'un job d'été, avant de poursuivre sa formation à Paris. Comme Pitch, il regrette devoir ce jour-là se passer du relatif confort du tabouret et la pose sur sable, moins contraignante. Et tente de ménager ses articulations en répartissant «instinctivement» son poids sur un genou et un coude. «L'équipe soulève chaque jour quelque 10 tonnes de pavés et 4 mètres cubes de mortier et avance en moyenne de 15 à 20 mètres carrés», chiffre encore le patron. «Crevant! Mais c'est le résultat qui me booste. Et la prime du chef», sourit Momo, faisant de nouveau tinter d'une poigne assurée son marteau sur un bloc. «Elle se mérite», rétorque du tac au tac le responsable. Les trois hommes souligneront encore tous la difficulté de trouver de la relève – l'apprentissage dure trois ans. Roland Verboux veut toutefois y croire, espérant que son fils reprendra l'affaire. «Mais il restera alors au bureau...» 1

Article paru dans l'Événement syndical du 22 mai 2026.

La nouvelle règle de pesée des fruits et légumes en vrac pourrait être abandonnée

Des achats «sans tracasseries»

SOPHIE GREMAUD

Consommation ► Sans emballage, avec sachet plastique, sac en papier ou filet? Depuis janvier 2025, la question s'impose au moment de peser ses fruits et légumes au supermarché. Ce n'est qu'ensuite que la balance imprime l'étiquette autocollante. Si les emplettes au rayon fruits et légumes se sont légèrement complexifiées, c'est en théorie pour une bonne raison: garantir au consommateur de payer le juste prix. Mais dans les faits, cette étape supplémentaire ne convainc pas vraiment. Une motion, discutée ces prochains jours en session parlementaire, entend rétro pédaler afin de «revenir à des achats sans tracasseries».

Jusqu'à fin 2024, quiconque achetait une dizaine d'abricots en vrac, placés dans un sachet plastique, payait un prix correspondant au poids des abricots... et de leur emballage. Autrement dit, le poids du sac – ou d'un emballage léger jusqu'à 2 grammes – pouvait être inclus dans la facture. Il n'était donc pas demandé aux consommateurs de préciser le type d'emballage utilisé lors de la pesée. Une situation à laquelle l'Institut fédéral de métrologie (METAS), gardien des unités de mesure pour la Suisse, a mis fin: depuis janvier 2025, seul le poids net de la marchandise est pesé et facturé au client.

Plusieurs désavantages

Pour Fabio Regazzi, rapporteur de l'objet pour la commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats (CER-E), ce nouveau système «complique inutilement un acte d'achat très courant». Le centriste tessinois y voit plusieurs désavantages. Selon lui, la reprogrammation des balances, l'adaptation des systèmes de caisse, les modifications informatiques ou encore le remplacement d'équipements peuvent «impliquer des coûts concrets pour les commerces, en particulier les petits détaillants».



Depuis début 2025, les clients doivent préciser si les fruits et légumes sont pesés avec ou sans emballage. KEYSTONE

«Cela complique inutilement un acte d'achat très courant»

Fabio Regazzi

Contactées, Migros et Coop confirment avoir dû adapter et reconfigurer l'ensemble de leurs balances pour répondre aux nouvelles exigences. Dans les filiales d'Aldi Suisse, où les fruits et légumes en vrac sont pesés par le personnel en caisse, aucune nouvelle fonction de pesée n'a été introduite. La déduction du poids de l'emballage est effectuée lors de l'encaissement. Même logique chez Lidl, qui a toutefois dû adapter ses caisses en libre-service afin que la clientèle reçoive la demande correspondante à l'écran. Si les acteurs de la grande distribution ne communiquent pas le coût global de ces ajustements, Coop confirme que cela «a engendré une charge considérable en termes de personnel et de finances».

Du côté de la clientèle, qui n'a d'ailleurs pas toujours bien saisi l'objectif de la mesure – certains lui attribuant à tort un but écologique ou la volonté de faire payer les sacs séparément –, le bénéfice reste limité. «La différence de poids concernée est minime et ne se traduit pas, dans la pratique, par un avantage financier perceptible pour les consommateurs», souligne Fabio Regazzi. Vérification faite lors de l'achat d'une pomme, le choix entre «sans emballage» et «sac plastique» n'a aucune incidence sur le montant final.

Pas de retour en arrière

Soutenue par le Conseil fédéral, adoptée sans débat ni opposition en première Chambre, puis validée à l'unanimité par la CER-E, la motion devrait être approuvée sans difficulté dans les prochains

jours, ouvrant la porte à un retour à l'ancien régime. De quoi satisfaire tout le monde? Pas vraiment. Du côté de la Fédération romande des consommateurs (FRC), on «reste favorable à la nouvelle législation introduite début 2025, qui permet d'assurer que le consommateur paie le prix juste de la denrée, et non son emballage. C'est aussi équitable pour les personnes qui choisissent d'utiliser leurs propres sachets réutilisables», estime Juliette Ivanez, responsable alimentation et prévention.

Reste à savoir quels commerces conserveront le système mis en place depuis début 2025 et lesquels feront machine arrière. Migros et Lidl entendent maintenir le dispositif désormais en place, les autres distributeurs contactés ne se prononcent pas à ce stade. I

TRAMELAN

UN BANCOMAT DYNAMITÉ

Un bancomat a été dynamité lundi peu après 3 h 25 à Tramelan, dans le Jura bernois. Le souffle de la déflagration a brisé les vitrines de plusieurs magasins voisins. Les auteurs de cette attaque à l'explosif sont en fuite. ATS

WINTERTHOUR

DÉTENTION PRÉVENTIVE

L'auteur présumé de l'attaque au couteau de jeudi à Winterthour (ZH) a été placé en détention provisoire. Au parlement cantonal zurichois, le ministre de la sécurité, Mario Fehr (sans parti), a accusé lundi la gauche d'entraver la prévention du terrorisme. ATS

NEUCHÂTEL

RÉFÉRENCE DU PINOT NOIR

Une association a été créée, en avril, à Neuchâtel pour valoriser les pinots noirs d'exception et souhaite devenir la référence de ce cépage en Suisse. Ses membres (sept vignerons) s'inspirent de ce qui existe déjà en Bourgogne. ATS

G7 À GENÈVE

L'HÔTELLERIE SOUFFRE

Les hôtels genevois subissent entre 10 et 15% d'annulations en raison des effets attendus en lien avec le sommet du G7 d'Evian (F). «Nous sentons une baisse», a affirmé hier leur nouveau président, Xavier Rey. ATS

TUNNEL

DIX ANS DU GOTHARD

Inauguré le 1^{er} juin 2016, l'ouvrage de 57 km a permis de presque doubler la demande en trafic voyageurs sur cet axe, selon les CFF. 169 000 trains de voyageurs et 276 000 trains de marchandises ont emprunté le tunnel. ATS

CRANS

HOMMAGE AUX VICTIMES

L'ambassade d'Italie à Berne, en collaboration avec Crans-Montana Classics, a organisé hier soir un concert en «hommage aux anges de Crans-Montana», dans l'église de la station. ATS

Non au blocage de l'éolien

Environnement ► Une alliance d'organisations environnementales appelle à rejeter deux initiatives populaires visant les parcs éoliens. Selon elle, ces textes entravent le développement de l'énergie éolienne et nuisent à la protection du climat et de la biodiversité.

Ce communiqué a été publié par une large alliance environnementale réunissant BirdLife Suisse, Greenpeace, Pro Natura, la Fondation suisse de l'énergie (SES), l'ATE et le WWF. Ces organisations refusent d'opposer les différentes solutions destinées à répondre à la crise climatique et à l'érosion de la biodiversité.

Les deux initiatives ont été déposées à fin septembre 2025. L'initiative «Contre la destruction de nos forêts par les éoliennes» (initiative pour la protection des forêts) vise à em-

pêcher la construction de parcs éoliens dans les forêts ou à leur proximité immédiate.

L'initiative «Pour la protection de la démocratie directe par rapport aux parcs éoliens» (initiative pour la protection des communes) demande quant à elle que les habitant-es des communes concernées ainsi que ceux et celles des communes voisines puissent se prononcer sur les projets éoliens.

Tout en reconnaissant l'importance de préserver les habitats forestiers, les organisations estiment qu'une interdiction générale des éoliennes dans les zones boisées va trop loin. Les associations craignent par ailleurs que l'initiative pour la protection des communes ne crée d'importants obstacles supplémentaires au développement de l'énergie éolienne. ATS

Le salaire minimum au second plan

Droit du travail ► Les conventions collectives de travail (CCT) primeront sur les lois cantonales en matière de salaire minimal. Le National a rejoint hier le Conseil des Etats sur un dernier point de ce projet combattu par la gauche et le PVL.

Actuellement, une CCT ne peut être étendue que si elle ne contient rien de contraire au droit fédéral ou cantonal. Ainsi, les salaires minimaux cantonaux l'emportent sur ceux prévus par les CCT convenues entre les partenaires sociaux. Le projet prévoit de changer la pratique actuelle.

Le Conseil des Etats a ajouté des garanties, afin que les cantons de Genève et de Neuchâtel, qui ont déjà décidé que leurs salaires minimaux cantonaux prévalaient, puissent maintenir

ce régime. Les cantons du Jura, du Tessin et de Bâle-Ville, qui ont aussi introduit un salaire minimum, ne sont pas concernés parce que, dans leur cas, les CCT de force obligatoire ont déjà la priorité.

La Chambre des cantons a aussi exclu toute baisse salariale qui réduirait le salaire à un niveau inférieur à celui du salaire minimum actuellement en vigueur. Celle du peuple s'est pliée à cette décision. «Aucun salarié ne verra son salaire diminuer du fait de cette réforme», a salué Olivier Feller (PLR/VD) pour la commission.

Le National a toutefois rejeté une proposition de la gauche et du PVL visant à limiter la primauté des CCT étendues à la durée de validité de ces CCT, mais au maximum à deux ans.

Au Conseil des Etats en mars, la proposition n'a pas passé la rampe de justesse.

Il s'agit d'une «voie de compromis raisonnable qui respecte le partenariat social, le fédéralisme et la démocratie directe», a déclaré Emmanuel Amoos (PS/VS). Un tel délai permet aux branches de se conformer aux lois cantonales à l'échéance de la CCT.

Philipp Matthias Bregy (Centre/VS) a refusé de mettre sous pression les partenaires sociaux. Ceux-ci trouveront une «bonne solution» sans obligation imposée par la loi, selon lui.

La proposition devait aussi permettre d'introduire à l'avenir d'éventuels salaires minimaux dans d'autres cantons. Les citoyens vaudois doivent par exemple se prononcer à ce sujet

en juin. M. Feller a estimé que Vaud bénéficiera de la même exception que Genève et Neuchâtel si le salaire minimal y est accepté et qu'il est introduit avant la réforme fédérale.

Le projet fait suite à une motion d'Erich Ettlin (C/OW), adoptée par les Chambres fédérales en 2022. Le Conseil fédéral a donc été contraint de légiférer. Mais il était opposé au projet.

L'Union syndicale suisse (USS) a dénoncé un projet «inacceptable» qui vise selon elle à «affaiblir les salaires minimaux et priver de nombreux travailleurs de salaires permettant de vivre dignement de leur travail». Elle décidera lors de son assemblée des délégués vendredi à Berne «des suites à y donner, si nécessaire jusqu'au lancement d'un référendum». ATS

FRANCE

DES MÉDIAS ATTAQUENT
UNE FIRME CALIFORNIENNE

Un organisme collectif regroupant près de 300 quotidiens français a annoncé hier poursuivre en justice la société américaine Brave, qui exploite un navigateur internet et un moteur de recherche, en lui reprochant de piller les contenus de ses membres au moyen de l'intelligence artificielle (IA). «Cette action est la première en Europe à viser toute la chaîne de valeur de l'intelligence artificielle générative», a souligné l'Apig dans un communiqué, en précisant qu'une première audience est fixée au 10 septembre devant le Tribunal judiciaire de Paris.

ATS

«Crise systémique» dénoncée

Droit du travail ► Arrestations, violences, surveillance numérique: les droits des travailleurs dans le monde se détériorent, y compris dans de «grandes démocraties», a alerté hier la Confédération syndicale internationale (CSI). C'est un «signe que la crise est devenue systémique». «Jadis considérés comme stables, des pays comme les Etats-Unis et la France contribuent désormais à une recrudescence mondiale de la répression, exposant l'attaque systémique portée à la démocratie et aux droits au travail», alerte l'organisation dans la treizième édition de son indice CSI des droits dans le monde.

Ainsi, «les Etats-Unis rejignent la liste des pays à surveiller alors que les attaques

portées aux libertés des travailleurs accélèrent l'érosion de la démocratie». En cause, «des restrictions de la négociation collective et le recours à la force contre les travailleurs».

Quant à la France, elle connaît «son plus mauvais classement, signe d'un déclin prolongé des droits des travailleurs, notamment caractérisé par une répression des militants syndicaux et des restrictions imposées aux manifestations».

De façon générale, le nombre de pays qui refusent aux travailleurs l'accès à la justice, les placent en détention ou recourent à la violence, aux atteintes à la liberté d'expression ou de réunion, est en hausse dans le monde, selon cette enquête.

ATS

Armes israéliennes interdites

France ► La France a interdit la présentation d'armes offensives israéliennes à l'édition 2026 du salon Eurosatory, près de Paris, ont indiqué les organisateurs à l'AFP hier.

«Sont autorisés uniquement les exposants israéliens qui présenteront des systèmes de défense antibalistique et antiaérienne», a déclaré le président de COGES Events, Charles Beaudouin.

Il était interrogé après un communiqué du ministère israélien de la Défense, qui protestait contre ces restrictions.

«C'est un choix du gouvernement français, du Conseil de défense. Et, à titre personnel, je trouve que ça a le mérite d'être clair, a poursuivi M. Beaudouin. Il n'y a pas d'ambiguïté possible:

si un exposant est aussi fabricant de roquettes, il ne pourra pas les montrer. Cela évite toute arme offensive», a-t-il souligné.

Le ministère israélien a dénoncé la décision, déplorant être «dans l'incapacité de participer au salon ou d'installer un pavillon national».

«C'est une décision honteuse, qui sent le calcul politique et commercial, et de manière regrettable, elle ne constitue pas une surprise. Elle correspond à un schéma profondément troublant dans le comportement de la France ces dernières années», a-t-il écrit.

Paris a condamné de manière répétée depuis fin février les attaques d'Israël sur le territoire du Liban.

ATS

MOYEN-ORIENT

NÉGOCIATIONS, L'IMPASSE

Les négociations pour mettre fin à la guerre au Moyen-Orient apparaissent de plus en plus compromises, l'agence de presse iranienne Tasnim affirmant hier que Téhéran a rompu le dialogue indirect avec Washington. L'Iran a accusé hier les Etats-Unis de violer à nouveau le fragile cessez-le-feu conclu le 8 avril après des frappes américaines ce week-end suivies de représailles militaires iraniennes. La décision de suspendre les négociations a été prise selon Tasnim à cause des «crimes» qu'Israël «continue à commettre» au Liban, et des violations «sur tous les fronts» du cessez-le-feu.

ATS

L'avocat Abelardo de la Espriella, devenu riche en défendant les parrains narcos, est devant Ivan Cepeda, dauphin désigné par le président sortant, Gustavo Petro. Le second tour, s'annonce très serré

La gauche sous le choc

ANNE PROENZA, BOGOTA

Colombie ► Le premier tour de l'élection présidentielle qui s'est tenu dimanche en Colombie fait l'effet d'une douche froide pour la gauche. L'avocat multimillionnaire Abelardo de la Espriella, candidat de l'extrême droite, admirateur de Trump et des présidents argentin, Javier Milei, salvadorien, Nayib Bukele, ou encore chilien, José Antonio Kast, est arrivé contre tous les pronostics en tête avec 43,74% des voix, suivi par l'ex-sénateur, philosophe et défenseur des droits humains Ivan Cepeda, dauphin du président de gauche sortant, Gustavo Petro, qui obtient 40,90%, alors qu'il était donné favori tout le long de la campagne.

Les trois semaines avant le second tour, le 21 juin, s'annoncent déjà sous haute tension dans un pays de plus en plus polarisé et qui suit ainsi la tendance de nombre de pays d'Amérique latine, voire du reste du monde.

La candidate de la droite traditionnelle, Paloma Valencia, troisième avec 6,92% des voix a, dès dimanche soir, annoncé qu'elle se rangeait du côté de De la Espriella, ainsi que son mentor, l'ex-président à la main dure Alvaro Uribe (2002-2010). Mais son colistier, Juan Daniel Oviedo, économiste centriste et homosexuel assumé, qui aurait dû l'aider à attirer les voix du centre, a pris, visiblement ému, ses distances, qualifiant le vainqueur du premier tour de «machiste homophobe» et se laissant jusqu'au 3 juin pour donner une consigne de vote au second tour. Deux candidats centristes, Sergio Fajardo (4,5%) et Claudia López (0,9%), devraient aussi s'exprimer d'ici quelques jours.

Les doutes de Petro
sur le dépouillement

Gustavo Petro, ne craignant pas de mettre de l'huile sur le feu, a dimanche soir crié à une possible fraude en affirmant qu'il ne reconnaissait pas les résultats préliminaires, fruit d'un «dépouillement rapide», et qu'il fallait attendre les résultats officiels qui devraient être rendus publics dans quelques jours. Le complexe système colombien de décompte des votes est dénoncé depuis de nombreuses années par le président, qui n'a pas réussi à le réformer en étant au pouvoir. Mais nombre d'observateurs se sont



Le candidat d'extrême droite est arrivé contre tous les pronostics en tête avec 43,74%. KEYSTONE

inquiétés sur les plateaux télévisés de cette réaction, qui pourrait se révéler contre-productive.

«Nous allons défendre la démocratie par la raison et par la force», a aussitôt rétorqué Abelardo de la Espriella depuis la ville caribéenne de Barranquilla, dans le nord du pays, où il célébrait son avance. Sur une barge flottante sur le fleuve Magdalena, à l'intérieur de la capsule en verre blindée ou il se protège à chaque show en public, l'avocat (qui a défendu nombre de commandants paramilitaires et de narcotrafiquants) et novice en politique a encore promis de «changer l'histoire de la Colombie pour toujours», sous les acclamations de ses supporters depuis la berge.

A Bogota, ses électeurs, qui ont accouru dans un des sièges de campagne pour fêter la victoire, se faisaient une joie de poser devant les photographes en faisant le salut militaire, main droite à la visière en hurlant «Ferme pour la patrie», son slogan de campagne. Yasmine, 37 ans, employée, aux anges, se

Les trois semaines
avant le second
tour, le 21 juin,
s'annoncent déjà
sous haute tension
dans un pays de plus
en plus polarisé

félicitait en sus «de voir bientôt tous les délinquants en prison». De La Espriella prévoit en effet de construire dix mégaprisons comme celle où le président salvadorien, Nayib Bukele, a enfermé des milliers de membres présumés de gangs. Ultralibéral, il promet aussi d'alléger l'appareil étatique à la manière de l'Argentin Javier Milei, qui l'a d'ailleurs félicité dimanche soir.

Cepeda juge son rival
«fasciste et mafieux»

L'ambiance était bien plus grave du côté de la campagne d'Ivan Cepeda, où en attendant l'intervention de leur candidat, les militants faisaient fuser de puissants «No pasarán» dans un silence triste. Le candidat de la gauche, accompagné de la sénatrice Aida Quilcué, sa colistière, dirigeante du peuple Nasa, a de son ton posé habituel, commencé par constater: «Notre vie a été une lutte incessante, nous avons lutté sans pause et dans les pires circonstances. Mais dans les moments les plus

difficiles nous avons réussi à avancer.» Sénateur expérimenté, défenseur historique des victimes du paramilitarisme, adversaire obstiné d'Alvaro Uribe sous le gouvernement duquel les violations des droits humains se sont multipliées, Cepeda – dont le père a été assassiné en 1994 – a ensuite fustigé son adversaire «fasciste et mafieux» et a appelé «les militants à resserrer les rangs». Il a aussi remercié les soutiens de personnalités plus au centre de l'échiquier politique.

En 2022, Gustavo Petro avait lui aussi obtenu près de 41% des voix, mais il était en tête au premier tour, avant de gagner le second de justesse devant un autre outsider de droite et devenir le premier président de gauche de l'histoire de la Colombie. Ivan Cepeda a trois semaines pour convaincre les Colombiennes et Colombiens de poursuivre la transformation politique et sociale du pays, tout en rassurant sur le fait qu'il sera moins polarisant. ©LIBÉRATION

Dans la mégapole nigériane, la scène artistique et culturelle offre des espaces de liberté aux personnes LGBTQIA+. Une exception dans un pays où cette population reste durement réprimée

Lagos, fragile refuge LGBTQIA+



Le festival Pride in Lagos à lieu au mois de juin. Ici, l'édition 2025. MSPOSH/ CC BY SA 4.0

YASSIN CIYOW, DE RETOUR DE LAGOS

Nigeria ► Quand on lui demande ce qu'il fait dans la vie, James* éclate de rire et demande de préciser la question: «La semaine ou le week-end?» Pour sa famille et ses voisin-es, cet homme de 34 ans est avant tout un brillant ingénieur en télécommunications. Mais le week-end, il se transforme en papiillon de la nuit, «gay» précise-t-il en souriant. Seul-es ses ami-es proches connaissent la «double vie» qu'il mène.

A Lagos, capitale économique et culturelle du Nigeria, une scène underground voit émerger depuis quelques années des «raves» – ces soirées organisées dans des lieux atypiques –, qui sont devenues à la fois des refuges et des espaces de rencontre pour une partie de la communauté LGBTQIA+. Assidu, besogneux, et même «collègue idéal» du lundi au vendredi, James troque alors ses chemises impeccables contre des tenues noires déchirées, des piercings aux oreilles et du maquillage sombre sous les yeux pour danser jusqu'au petit matin sur de la musique électronique – et dans l'espoir, ajoute-t-il, de rencontrer quelqu'un. «Ici, on peut être soi-même, le revendiquer et l'exprimer de la manière qui nous semble la plus sincère», confie James. Il ne manque aucun rendez-vous dans les lieux considérés comme gay friendly de la ville: les raves, mais aussi certains bals queers et les événements organisés pendant les différentes Fashion Weeks qui rythment l'année de la mégapole de 22 millions d'habitant-es. Lors de ces soirées, des hommes gays peuvent arriver habillés en drag ou dans des tenues extravagantes, tandis que des couples lesbiens ou gays dansent et socialisent au milieu d'une foule hétéroclite. Au point que certains, dans la communauté, s'amusent à qualifier ces rendez-vous de la mode de «mini-Pride».

«Detty December»
Cette visibilité se prolonge particulièrement pendant le «Detty December»

– expression issue du pidgin (créole nigérian, dérivée de l'anglais *dirty*). Depuis une dizaine d'années, le mois de décembre à Lagos est devenu célèbre bien au-delà des frontières du Nigeria pour ses nuits interminables, ses concerts géants et ses fêtes démesurées où affluent des visiteur-ses venu-es du continent africain, d'Europe, et des États-Unis – pour la plupart issu-es de l'immense diaspora nigériane. Sous la chaleur et au rythme de l'afrobeats – le genre musical devenu mondialement populaire au mitan des années 2010 –, une avant-garde urbaine et culturelle s'est peu à peu créé les conditions d'une liberté relative, et notamment celle d'afficher son identité de genre.

Mais cet espace de liberté reste l'exception dans un pays encore profondément conservateur. Au Nigeria, nation coupée entre un nord majoritairement musulman et un sud largement chrétien, les églises et les mosquées continuent d'exercer une influence considérable sur la société. L'homosexualité y demeure largement perçue comme une abomination morale ou religieuse.

Depuis l'adoption, en 2014, du Same Sex Marriage Prohibition Act, les unions entre personnes du même sexe sont interdites et passibles de quatorze ans de prison. La loi criminalise également les organisations LGBTQIA+, les démonstrations publiques de relations homosexuelles et même la participation à des associations ou rassemblements queers. Dans plusieurs États du nord appliquant la charia, les relations homosexuelles peuvent théoriquement être punies de peines encore plus lourdes.

Refuge contre les violences
«Les agressions contre les hommes efféminés ou soupçonnés d'être gays sont permanentes dans les villes du nord et les médias nationaux relaient rarement ces violences», déplore Shitu Olawale, directeur exécutif de TIMED Nigeria, une organisation LGBTQIA+ basée à Lagos. Pour lui, être queer dans le nord du Nigeria relève de «l'enfer sur

Terre». Les personnes de la communauté y subissent, selon lui, «davantage qu'ailleurs» les conséquences de la loi nigériane contre les unions homosexuelles, mais aussi les «kito», terme utilisé dans le pays pour désigner les pièges tendus aux personnes gays. Lors de ces attaques, des hommes homosexuels sont attirés vers de faux rendez-vous avant d'être agressés, rançonnés, humiliés et parfois filmés. Les vidéos circulent ensuite sur les réseaux sociaux, exposant publiquement les victimes. Il n'existe pas de statistiques officielles nationales sur les violences visant les personnes LGBTQIA+, les cas restant largement sous-déclarés en raison de la criminalisation et de la peur des poursuites. Toutefois, les équipes de TIMED ont recensé environ cinq signalements de victimes de «kito» chaque semaine, entre novembre 2025 et mars 2026. Dans le même temps, des cas d'agressions mortelles continuent d'apparaître régulièrement dans la presse et sur les réseaux sociaux.

C'est pour lutter contre ces violences que Shitu Olawale a créé TIMED Nigeria en 2022. L'organisation entend offrir à la fois un «refuge physique et un outil d'émancipation économique à une communauté particulièrement vulnérable», précise le fondateur. Beaucoup de jeunes LGBTQIA+, rejetés par leur famille ou leur entourage, se retrouvent sans domicile ou dans une grande précarité. Le lieu accueille quotidiennement des gays, lesbiennes, bisexuel-les et personnes trans qui viennent y travailler, étudier, socialiser ou simplement souffler dans un environnement sécurisé.

Pour Shitu Olawale, la question économique reste centrale. «La seule chose qui peut vous permettre d'être ouvertement gay au Nigeria, c'est d'être riche», affirme-t-il. Selon lui, «l'aisance économique ferme les bouches des gens»: elle permet d'acheter une forme de tranquillité. C'est la raison pour laquelle le «hub» fonctionne aussi comme un incubateur de start-ups pour la communauté, avec internet et électricité

gratuites, ainsi que du soutien et des conseils administratifs.

Le poids de la classe sociale
D'ailleurs, au Nigeria, la relative liberté dont jouit une partie de la communauté LGBTQIA+ reste profondément liée à la classe sociale. Les queers issu-es des élites urbaines ou de la diaspora peuvent davantage s'exposer publiquement, tandis que les plus pauvres demeurent les premières cibles des violences. D'ailleurs, si les élites culturelles et une scène underground profitent de certains espaces où ils et elles peuvent se revendiquer tels qu'ils sont, il reste «inimaginable de voir deux hommes en couple se tenir la main en pleine rue à Lagos, a fortiori dans un quartier populaire» rappelle Shitu Olawale.

«La seule chose qui peut vous permettre d'être ouvertement gay au Nigeria, c'est d'être riche» Shitu Olawale

Certaines figures publiques contribuent cependant à rendre ces réalités plus visibles. Il y a notamment Denrele Edun, animateur et entertainer excentrique devenu célèbre pour son apparence flamboyante et androgyne à la télévision nigériane. Il y a aussi Bisi Alimi, l'un des premiers Nigériens à avoir publiquement déclaré son homosexualité à la télévision nationale avant de demander l'asile au Royaume-Uni face aux menaces reçues dans son pays. Enfin, Jimmy Adekoya, ancien pasteur évangélique dont le mariage avec un homme avait provoqué une vague de réactions hostiles sur les réseaux sociaux. Malgré cette polémique, Jimmy Adekoya et son mari ont pu séjourner ouvertement à Lagos pendant les festivités de décembre

2025, symbole discret d'une ville où certaines barrières sociétales semblent progressivement se fissurer.

Vies queers sur grand écran
Cette lente visibilité se reflète également dans le cinéma et les séries nigérianes, où une nouvelle génération de réalisateur-ices queers ou alliés commence à s'emparer frontalement de ces questions. Longtemps, Nollywood – la colossale industrie cinématographique nationale – a surtout représenté les personnages homosexuels par des caricatures grotesques. Désormais, des productions plus récentes cherchent à s'affranchir de ces stéréotypes pour raconter des vies queers ordinaires.

C'est le cas de la série YouTube *Boys Like Us*, créée par le scénariste nigérian Kamisi Adebisi. Elle suit quatre amis gays vivant en colocation à Lagos, dont la vie bascule après une soirée qui tourne mal. Diffusée directement sur YouTube pour contourner la censure et les réticences de l'industrie audiovisuelle locale, elle raconte des existences faites d'amitié, d'amour, de précarité et de tensions du quotidien.

Autre exemple remarqué: Dika Ofoma, jeune réalisateur basé à Lagos en pleine ascension sur la scène des courts-métrages africains. Dans *Obi is a Boy*, il raconte l'histoire d'un adolescent qualifié d'«efféminé», rejeté par son père après la mort de sa mère. Le film interroge avec subtilité les normes de genre, la masculinité et la violence familiale dans une société profondément conservatrice.

A travers ces œuvres diffusées en ligne, dans des festivals ou sur les réseaux sociaux, une avant-garde culturelle nigériane tente de raconter autre chose que la seule persécution: une vie queer faite aussi d'amitiés, de fêtes, de tensions familiales et d'argent. Une manière de rappeler une évidence souvent oubliée: il s'agit de vies ordinaires, de Nigérien-es comme les autres. I

*Il préfère ne pas donner son nom de famille.

Après seize ans de pouvoir du gouvernement de Viktor Orban qui a mis au pas la radio et la télévision nationales, les journalistes regoûtent le rétablissement de l’«autonomie éditoriale»

Médias, réapprendre l’indépendance

ANDRAS ROSTOVANYI

Hongrie ► Licenciée malgré dix ans de service dans l’audiovisuel public dès 2011 pour s’être insurgée contre l’ingérence de l’ancien premier ministre hongrois Viktor Orban, l’ex-journaliste Aranka Szavuly a hâte d’assister au rétablissement de la liberté de la presse en Hongrie, promis par le nouveau pouvoir.

Mais après seize ans d’un régime nationaliste qui a mis au pas la radio et la télévision nationales de ce pays de l’Union européenne (UE), «c’est tout le fonctionnement qu’il faut repenser et non pas juste changer la direction», dit à l’AFP cette ancienne journaliste de 46 ans.

Il y a du pain sur la planche, avec une profession entière malmenée par l’ancien premier ministre, sèchement battu en avril par un conservateur pro-européen, Peter Magyar, qui veut organiser rapidement le retour complet de l’Etat de droit.

Au début du mois, son parti, Tisza, a ordonné un audit des médias publics, qualifiés «d’usine à mensonges» quand il était dans l’opposition et alors que Reporters sans frontières (RSF) classe le pays de 9,5 millions d’habitants parmi les mauvais élèves de l’UE.

Un ton neutre s’est installé

Dans la semaine ayant suivi sa victoire, un ton neutre s’est vite installé, selon une analyse de l’institut libéral Republikon, qui a relevé une rupture nette avec le biais pro-Orban encore constaté à la veille des élections.

«Tout le monde a changé de crèmerie», a confié un rédacteur sous cou-



Après la mise au pas du secteur public, la mainmise verticale du parti d’Orban a été étendue méthodiquement depuis 2010 à des médias privés. KEYSTONE

vert d’anonymat. Auparavant, beaucoup «désapprouvaient», mais «ne pouvaient pas ignorer» les consignes, qui ont cessé ces dernières semaines, d’après lui.

Les employés de l’agence de presse MTI ont aussi réagi rapidement, réclamant le rétablissement de «l’autonomie

«Tout le monde a changé de crèmerie»

Un rédacteur

éditoriale» dans une pétition interne consultée par l’AFP. «La propagande a cessé et notre couverture est libre désormais», a assuré un salarié. Ce changement a été confirmé par deux de ses collègues.

Et des conséquences sont constatées jusque sur TV2, la grande concurrente

privée: ses principaux présentateurs ont été remplacés et le directeur de l’information poussé vers la sortie.

Mainmise totale

Le secteur semble revenir de très loin. Les chaînes de télévision, les stations de radio et l’agence de presse MTI avaient été fusionnées en une seule entité, MTVA, un an seulement après le retour au pouvoir de Viktor Orban en 2010. Cette mainmise verticale a été étendue méthodiquement à des médias privés, rachetés, un par un, par des hommes d’affaires qui lui étaient proches.

Le contrôle politique s’était encore aggravé ces dernières années, selon Arpad Szoczi, 70 ans, qui présente le journal télévisé en anglais de la chaîne publique.

A MTI, qui avait perdu son autonomie lors d’une réorganisation en 2015, «des projets de dépêches portaient pour édition et validation vers les cercles politiques», explique Janos Karpati, 69 ans, trois décennies de maison au compteur. Il avait été licencié en 2015 pour avoir posé une question à Viktor Orban, alors qu’il était correspondant à Bruxelles, sans avoir auparavant demandé la permission à ses supérieurs.

D’après lui, ses anciens collègues sont «parfaitement capables de faire leur travail» si on les laisse tranquilles, désormais. Mais il faudra du temps pour que certains vieux réflexes disparaissent. «Récemment, un rédacteur était encore effrayé que j’accole à un parti étranger l’étiquette ‘extrême droite’», raconte un journaliste.

C’était interdit avant le changement de majorité et «selon lui, mieux valait continuer de ne pas le qualifier» ainsi.

AFP

TÉLÉVISION

RTS 1	RTS 2	TF1	FRANCE 2	FRANCE 3	ARTE	M6
6.00 RTS Kids 9.35 Quel temps fait-il ? 9.45 Magnum 11.20 Top Models 11.45 Plus belle la vie, encore plus belle 12.10 Demain nous appartient 12.45 Le 12h45 13.10 L' été où j'ai disparu Film TV. Thriller. 14.45Heartland 16.15 Hawaii 5-0 Série. 2 épisodes. 17.50 Ici tout commence Feuilleton. 18.20 C'est ma question ! 18.50 Météo régionale 18.55 Couleurs locales 19.30 19h30 20.10 À bon entendeur Magazine.	9.50 RTS info 10.30 Escapades en Suisse italienne 11.00 Tennis Roland-Garros. Quarts de finale. En direct. 11.01 RTS info 11.15 Cœur de pompiers 11.40 RTS info 12.10 Couleurs locales 12.20 Infrarouge 13.15 Le 12h45 13.40 RTS info 14.20 À bon entendeur 14.55 RTS info 16.00 Cœur de pompiers 16.45 RTS info 17.50 Croatie/Belgique. Football. Match amical. Match de préparation. En direct. 20.06 PMU 20.07 Magazine de la FIFA	5.50 Tfou 6.55 Bonjour ! 10.00 Bonjour ! Avec vous 10.55 Les feux de l'amour 11.50 Les 12 coups de midi 13.00 Le 13h 14.00 Plus belle la vie, encore plus belle 14.25 Quand ma mère se met en danger Film TV. Thriller. 16.00 Une adoption dangereuse Film TV. Thriller. 17.30 Familles nombreuses : la vie en XXL 18.30 Ici tout commence 19.10 Demain nous appartient Feuilleton. 20.00 Le 20h 20.45 My Million	5.00 Tout le monde veut prendre sa place 5.50 Mot de passe : le duel 6.00 Le 6h00 info 6.30 Télématin Magazine. Présentation : Maya Lauqué. 9.55 Bel & Bien ensemble Talk-show. 10.50 Chacun son tour Jeu. Prés. : Bruno Guillon. 11.55 Tout le monde veut prendre sa place Jeu. Prés. : Cyril Féraud. 13.00 13 heures 14.00 Tennis Roland-Garros. Quarts de finale. En direct de Paris. 20.00 20 heures 21.00 Mot de passe : le duel Jeu. Prés. : Camille Cerf.	9.05 On vous emmène ici 9.15 Ici dans votre région 10.40 La p'tite librairie 10.50 Le goût des rencontres normandes 11.20 Flavie en France 12.05 Outremer.l'info 12.15 Ici 12/13 12.55 Tennis Roland-Garros. Quarts de finale. En direct. 14.00 Champions d'exception 14.20 Face à face 17.25 Duels en familles 18.00 Slam 19.00 Ici 19/20 19.45 On vous emmène ici 20.00 Stade 2 La quotidienne Roland-Garros Magazine. 20.25 Un si grand soleil Feuilleton.	5.15 Les Sternes naines 6.00 Chats et chiens sauvages 6.55 Thaïlande, un terrain de football insolite 7.50 Voyage en cuisine 8.20 Invitation au voyage 9.55 La panthère 11.25 L'Afrique vue du ciel 13.00 Arte Regards 13.35 Douleur et gloire Film. Drame. 15.20 Talons aiguilles Film. Drame. 17.20 Invitation au voyage 18.55 Voyage en cuisine 19.30 Le dessous des images 19.45 Arte journal 20.05 28 minutes 20.50 Le dessous des cartes - L'essentiel Magazine.	6.00 Scènes de ménages 8.05 My Boutique Têleshop' Magazine. 9.45 Ça peut vous arriver Magazine. 11.30 Ça peut vous arriver chez vous Magazine. Présentation : Julien Courbet. 12.45 Le 12.45 13.35 Scènes de ménages 13.40 Un jour, un doc Magazine. 17.25 La roue de la fortune Jeu. Présentation : Éric Antoine. 18.30 Tous en cuisine avec Cyril Lignac Divertissement. Spéciale Coupe du monde. 19.45 Le 19.45 20.40 Scènes de ménages
20.45 FILM TV À L'INSTINCT - DANS LES LIMBES Film TV. Policier. Fra. 2025. Avec C. Bayemi. Inédit. Deux corps sont découverts en même temps, enfouis dans le jardin d'une famille d'accueil.	21.05 FILM STREAKER Film. Comédie. Suisse. 2017. Avec Beat Schlatter. Un professeur d'allemand en difficultés financières a l'idée de faire des paris sportifs avec des exhibitionnistes.	21.10 JEU KOH-LANTA : LES RELIQUES DU DESTIN Jeu. Présentation : Denis Brogniart. Inédit. 20 nouveaux naufragés viennent se confronter à la dure loi de «Koh-Lanta».	21.10 MAGAZINE LAISSEZ-VOUS GUIDER Mag. Prés. : S. Bern et L. Deutsch. Dans le Paris des Années folles. Inédit. Des lieux mythiques aujourd'hui disparus vont ressurgir du passé grâce à la magie de la 3D.	21.10 SÉRIE ALEXANDRA EHLE Série. Policier. Fra. 2023. Saison 5. Avec J. Depardieu. La femme bleue. Le corps nu d'une artiste bordelaise est retrouvé entièrement peint en bleu et exposé telle une œuvre.	21.00 DOCUMENTAIRE EUROPE, LE CHOIX DES ARMES Doc. Société. Fra. 2026. Réal. : O. Toscer. Inédit. Après l'éclatement de l'URSS, l'idée que la guerre appartiendrait au passé s'est installée en Europe.	21.10 MAGAZINE APPEL À TÉMOINS Magazine. Présentation : Julien Courbet. Notamment : «Xavier Dupont de Ligonnières : il serait vivant ?» - «Mort mystérieuse de Christiane Commeau».
22.30 Riot Women Série. Drame. GB. Avec Joanna Scanlan, Rosalie Craig. 2 épisodes. Kitty est en garde à vue avec une main cassée alors que Beth et Tom discutent de son destin. Jess ne se souvient pas du marché qu'elle a passé la veille. Holly est choquée en rendant visite à Nisha. 0.40 Couleurs locales	22.45 Zap RTS sport 22.55 Un monde Film. Drame. B. 2021. Réalisation : Laura Wandel. 1h15. Avec Maya Vanderbeque,Günter Duret. Nora entre en primaire lorsqu'elle est confrontée au harcèlement dont son grand frère Abel est victime 0.10 Compartiment n°6 Film. Comédie dramatique.	23.40 Une famille en or Jeu. Prés. : Camille Combal. La famille Hallo vs la famille Robert. Place à deux familles plus motivées que jamais. Durant quatre manches, les candidats s'affrontent en tentant de deviner ce que les Français ont répondu à diverses questions. Carrascosa vs Moreau. 1.45 Euro Millions	23.05 Laissez-vous guider Magazine. Prés. : Stéphane Bern et Lorânt Deutsch. Les merveilles de l'Égypte antique. «Laissez-vous guider» part à la découverte de l'une des civilisations les plus fascinantes de l'histoire. 1.10 Les derniers secrets de l'humanité Documentaire.	22.40 Alexandra Ehle Série. Policière. Fra. Avec Julie Depardieu, Bernard Yrelès. Le miracle. Dans un cimetière, on découvre le corps d'une jeune fille qui a été enterrée vivante. 0.20 Le pitch cinéma Magazine. Présentation : Roland Nguyen. Des histoires de générations 0.24 Libre court	22.25 Nucléaire, opération dissuasion Documentaire. Science et technique. Réal. : Andrea Hauner. Inédit. Face à la dégradation des relations transatlantiques, de quelles options l'Europe dispose-t-elle pour se protéger ? 23.20 1979 - La bascule vers l'islamisme	23.30 Appel à témoins : l'enquête continue Mag. Prés. : Julien Courbet. Jimmy Le Pivert : son bourreau bientôt démasqué ? Inédit. Grâce à l'émission «Appel à témoins» du 20 janvier 2026, l'enquête sur l'agression de Jimmy Le Pivert, laissé pour mort un soir de match à Saumur dans la nuit du 5 au 6 juillet 2024, a progressé.

Au *Pavillon Simone Weil*, avec les jeunes de Scène active, la metteure en scène Maya Bösch propose une traversée de l'unique pièce de la philosophe engagée

Venise engloutie, Venise sauvée

CÉCILE DALLA TORRE

Genève ► Il faut se replonger dans la France des années 1940, trois ans avant la mort de Simone Weil. Le maréchal Pétain s'allie à l'Allemagne nazie, le régime de Vichy fait tomber la république à l'été 1940. La philosophe française entame alors un long travail d'écriture théâtrale, tout aussi politique que ses essais. Depuis Londres, brouillons après brouillons, elle rédige son unique œuvre dramatique, *Venise sauvée*, une tragédie qui restera inachevée.

«Simone Weil a posé une structure de théâtre classique sur une pensée. Comme une esquisse, elle a tenté de la théâtraliser. La force, la beauté et la pitié en sont les motifs essentiels. Dans *Venise sauvée*, la ville apparaît comme le symbole d'une beauté dont la contemplation suspend l'élan de destruction. Face à la logique de la conquête, Simone Weil oppose ainsi l'expérience de la grâce et de l'attention à ce qui est fragile. C'est cette tension qui traverse toute l'œuvre», explique Maya Bösch. La metteure en scène a donné une part de choralité à ce matériau sur lequel elle travaille depuis des semaines avec neuf jeunes du programme social REVA - Scène Active.

Une démarche qui trouve toute sa place au *Pavillon Simone Weil* de l'artiste Thomas Hirschhorn, et qui lui ressemble. Collectif, ce projet de «théâtre intégré» repose sur chaque pilier de l'édifice, sur les promesses d'une aventure commune et d'un partage libre et généreux malgré les aléas.

Les impondérables

Samedi, une «traversée de toute la pièce» n'a pu être présentée au public comme prévu. «Venise risque d'être submergée, le théâtre hier risquait aussi de l'être», nous confiait la metteure en scène le lendemain. Sur les neuf jeunes comédiens, tout le monde n'a pu être fidèle au rendez-vous. Des impondérables dans des trajectoires personnelles parfois chaotiques en ont voulu ainsi. Finalement, le premier des trois actes a pu être montrée au public.

Que raconte la pièce? Simone Weil s'est inspirée d'un récit historique du XVII^e siècle, *La Conjuración des Espagnols contre la république de Venise en l'année 1618*, de l'abbé de Saint-Réal. Un groupe de mercenaires espagnols cherche à renverser la république. Le chef du complot, Jaffier, renoncera finalement à entretenir la violence et à anéantir la ville.



Maya Bösch et l'une des interprètes de *Venise sauvée*, au *Pavillon Simone Weil*. STURMFREI

«PAVILLON SIMONE WEIL», ENCORE QUINZE JOURS

Dernière ligne droite pour le *Pavillon Simone Weil* de Thomas Hirschhorn, qui ferme ses portes dans deux semaines, le mardi 16 juin à 22h. Non sans avoir auparavant lancé son démontage, dès le 8 juin, suivant le même principe que le montage, entamé le jour de l'ouverture officielle des lieux – c'était le 31 mars –, en présence des visiteurs-euses.

«Petit à petit l'espace va se vider, on continuera à être là, à recevoir le public, à échanger, à projeter, à clamer des répliques de théâtre, à lire Simone Weil, à dessiner, peindre, servir à manger, coudre et en découdre mais s'ajouteront de nouveaux gestes de descotchage, de décrochage, de démontage; une nouvelle étape de cette expérience ensemble finalement, une

Simone Weil écrit le texte durant la Seconde Guerre mondiale. «Elle y interroge la violence, le pouvoir, la conquête, mais aussi la possibilité du renoncement, de l'attention à l'autre, de l'amitié et de la responsabilité humaine», note Maya Bösch.

«Les difficultés, c'est aussi ce qui nous intéresse. Cela m'oblige à travailler autrement et à inventer modestement quelque chose que je ne connais pas. Il y a des obstacles, des irrégularités, on prête attention aux points humains, intimes, sociaux. On se jette dans la bataille tous les jours», nous avoue la metteure en scène.

«Les difficultés, c'est aussi ce qui nous intéresse»

Maya Bösch

Dimanche, les jeunes interprètes étaient installés dans leur espace de jeu, entre les gradins et une allée. Imperturbables, ils et elles disaient leurs textes tandis que des visiteurs traversaient l'allée ou que le son de la radio montait à l'autre bout du Pavillon. L'aventure continue, sauvée de la montée des eaux. Pour Maya Bösch, «l'image du *Radeau de la Méduse* de Géricault apparaît comme une figure possible de cette traversée: des êtres emportés dans une catastrophe collective, tentant malgré tout de rester ensemble.» I

¹ Muamena Almulla Hasan, Adamo D'auria, Luis Fontes, Melisa Göksu, Bilel Hachana, Iriana Lodeiro Bertsch, Gabriela Santana, Thomas Windegger, Vesa Zequirir, accompagnés de comédienne Lucie Zelger, assistante à la mise en scène, Mathias Villard et Flavio Gorgone pour le son.

Jusqu'au 16 juin, traversée de toute la pièce les mercredis à 13h et le week-end à 16h30. Jusqu'au 16 juin, Pavillon Sicli, 45 rue des Acacias, Genève. Infos actualisées sur: www.ciesturmfrei.ch

THÉÂTRE, GE

CHAMPAGNE AUX GROTTES

Le spectacle de fin d'année de la Touche Noire est à découvrir au Théâtre des Grottes par les Ateliers Touche Noire (ATN). Ces derniers joueront cette semaine, de jeudi à samedi, au Théâtre des Grottes deux spectacles, *Les Gens du Parc* et *Champagne*, la première pièce constituant le 1^{er} volet et la seconde la 2^e partie de la prestation du groupe adultes des ATN. Le collectif Touche Noire a été fondé en 2016 par Carole Bruhin, Marie Probst et Fanny Brunet. Du CTN sont issus en 2024 les ateliers homonymes. Ceux-ci s'adressent à des groupes de personnes issues de la migration, afin d'aider au développement du français oral et de la confiance en soi. Le tout premier spectacle du CTN, *Bien à vous, je t'aime*, a été créé il y a dix ans au Théâtre du Saltimbanque.

MOP

Du 4 au 6 juin au Théâtre des Grottes (43, rue Louis-Favre) à Genève, je 4, ve 5 et sa 6 à 19h, restauration, entrée libre, touchenoire.ch

DÉDICACE (GE)

NINE ANTICO FAIT TOMBER LES MASQUES

Retrouver le chemin de son propre désir dans le maelstrom du regard des autres. C'est la quête qui a mené Nine Antico à Venise, avec à la clé *Une Obsession*, roman graphique publié fin 2025 sous le label Charivari des éditions Dargaud. Venise, ville de fantômes, de pérégrinations et de faux-semblants (les masques de carnaval) est dans cet ouvrage l'occasion d'une introspection en noir et blanc expressif pour l'autrice du *Goût du Paradis* et *Coney Island Baby*. Nine Antico vient jeudi à Genève, à la librairie Cumulus, pour une dédicace-apéro. RMR

Je 4 juin, 18h-21h, librairie Cumulus, 5 rue des Etuves, Genève.

Retrouvez
Le Courrier sur internet
WWW.LECOURRIER.CH

Les Journées photo de Bienne font le plein

Image ► Les Journées photographiques de Bienne se sont terminées dimanche sur un bilan qualifié d'«extrêmement positif». Pendant plus de trois semaines, près de 15 000 personnes ont découvert les expositions, installations, projections et événements proposés dans 14 lieux de la ville sous le titre «La vulnérabilité comme bien commun».

Selon les organisateur-ices, les Journées photographiques de Bienne se sont affirmées comme une plateforme curatoriale engagée, attentive aux formes contemporaines du documentaire, aux politiques de la mémoire ainsi qu'aux récits émergents qui traversent notre époque.

L'an prochain, pour marquer les 30 ans du festival et les 200 ans de la photographie, les Journées photographiques de Bienne s'intéresseront aux questions du temps, de la mémoire et de la stratification des images, en traitant des thèmes comme les archives, les disparitions, les transmissions, les réactivations ou encore les imaginaires futurs. ATS

Six jours de création sous toutes ses formes

Lausanne ► Le festival de la Cité a dévoilé le programme complet de sa 54^e édition, agendée du 30 juin au 5 juillet à Lausanne. Quelque 150 projets artistiques, gratuits et répartis sur 23 sites, seront proposés au public.

Les organisateur-ices ont recensé 209 représentations au total, entre concerts, performances, théâtre, danse, cirque, DJ-sets et autres propositions pour le jeune public. Une «programmation foisonnante» portée par plus de 500 bénévoles et dans «un esprit d'ouverture fidèle à l'ADN du festival», indique la manifestation dans un communiqué. Comme les années précédentes, plus de 100 000 spectateur-ices sont attendus.

Les organisateur-ices soulignent que cette édition «met particulièrement en lumière la création sous toutes ses formes» avec huit créations originales, 27 premières suisses musicales et 29 premières suisses en arts vivants. La mission du festival reste aussi de «faire dialoguer» artistes suisses et internationaux, 27 nationalités étant



Plus de 100 000 personnes sont attendues cette année au festival de la Cité. KEYSTONE

représentées dans ce casting 2026. Des grandes scènes aux espaces les plus intimistes du quartier de la Cité, le public pourra découvrir «des propositions à la fois festives, sensibles et engagées», poursuit le communiqué.

Les organisateur-ices promettent encore «plus de 60 heures d'ouverture du public», lequel pourra aussi se restaurer et se désaltérer auprès des 36 bars et stands du festival. Le budget de la manifestation s'élève à 2.7 millions de francs.

A noter que le festival s'est associé cette année à Tridel à l'occasion des 20 ans de l'usine de traitement des déchets. Dès le soir du 3 juillet et jusqu'au 5 juillet, Tridel ouvrira ses portes au public pour les «after» du festival (de 22h à 05h) et plusieurs propositions artistiques diurnes annoncées comme «audacieuses». Le public pourra aussi découvrir les coulisses de l'usine à travers un parcours de visite. ATS

Infos: 2026.festivalcite.ch